



Registre Public d'Accessibilité

Mis à jour : 24/11/2025

Musée Victor Hugo – Maison Vacquerie Quai Victor Hugo 76490 RIVES-EN-SEINE, Villequier Tél. 02 35 5678 31

Mail générique : museevictorhugo@seinemaritime.fr

Directeur et conservateur du musée Victor Hugo:

Monsieur Jean CABARET

Mail: jean.cabaret@seinemaritime.fr

Sommaire

1. Contexte réglementaire	3
2. Suivi des modifications du registre	4
3. Informations liées à l'ERP / IOP	5
4. Equipements spécifiques permettant l'accessibilité	7
5. Liste des actions inscrites à l'agenda	8
6. Formation du personnel à l'accueil des personnes en situation de handicap	10
Guide « Bien accueillir les personnes handicapées » en version FALC	11
7. Annexes	13

Lexique

ERP: Établissement Recevant du Public

IOP: Installation Ouverte au Public

RPA: Registre Public d'Accessibilité

CHN: Coordination Handicap Normandie

FALC : Facile à Lire et à Comprendre

1. Contexte réglementaire

Textes de référence issus du code de la construction et de l'habitation:

Décret n°2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

Arrêté du 19 avril 2017 fixant le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité

Contenu du registre:

	_			
ı	0	registre	contient	•

- ☐ une information complète sur les prestations fournies dans l'établissement ;
- ☐ la liste des pièces administratives et techniques relatives à l'accessibilité de l'établissement aux personnes handicapées (fixé par l'arrêté) ;
- □ la description des actions de formation des personnels chargés de l'accueil des personnes handicapées et leurs justificatifs.

Consultation du registre :

Le registre public d'accessibilité est consultablegratuitement par le public :

- ☐ sur place au principal point d'accueil accessible de l'établissement,
- ☐ éventuellement sous forme dématérialisée.
- ☐ A titre alternatif, il est mis en ligne sur un site internet.



2. Suivi des modifications du registre

Modalités de mise à jour du registre



Personne ou société chargée de la mise à jour	Organisation Fonction	Date	Objet de la mise à jour
Jean CABARET	Directeur	13/11/2025	Première mise à jour
Jean CABARET	Directeur	24/11/2025	Ajout du rapport Atout France et de la labellisation

3. Informations liées à l'ERP / IOP

Gestionnaire du site				
Raison sociale et dénomination de la personne morale		Département de la Seine-Maritime Hôtel du Département CS56101 76101ROUENCEDEX		
N° SIRET		227 605 409 000 19		
Téléphone		02 35 03 55 55		
Site internet		https://www.seinema	aritime.fr/	
Etablissement Re	cevant du Publ	lic (ERP) /Installat	tion Ouverte au	Public (IOP)
Nom de l'établisseme	ent	MUSEE VICTOR H	JGO – MAISON VAO	CQUERIE
Adresse		Quai Victor Hugo		
Code postal		76 490		
Ville		RIVES-EN-SEINE, Villequier		
Téléphone		02 35 56 78 31		
Email		museevictorhugo@seinemaritime.fr		
Classement - Eff	ectif			
Activité principale de l'ERP		Musée		
Catégorie de l'ERP	Catégorie de l'ERP 5ème catégorie			
Type de l'ERP		Type Y - musée		
Année de		Nombre de niveaux	Effectif	
Nom du bâtiment	construction	accessibles au public	Personnel	Public
Maison Vacquerie	1819 à 1860	2 niveaux	6 à 8 personnes	100, 50 par niveau maxi
Bloc sanitaire	Vers 1990-2000	1 niveau	-	-

Diagnostic d'accessibilité handicapé		
Référence	-	
Date de réalisation	-	

Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP)			
Référence Ad'AP n°076.540.15.E.0002			
Date de dépôt	16/09/2015		

Ad'AP de patrimoine		
N° ERP	R742-0254	
N° de l'Ad'AP	Ad'AP n°076.540.15.E.0002	
Date de validation	15/10/2015	
Date de fin de travaux prévue		

4. Equipements spécifiques permettant l'accessibilité

Les Sites et musées départementaux sont soucieux de proposer à chacun une offre adaptée à ses besoins :

PUBLIC A HANDICAP MOTEUR

Une place de parking PMR est à disposition au parking de la Rue Ernest Binet.

Si cet emplacement est déjà occupé, il est également possible de déposer les personnes ayant des difficultés à se déplacer devant l'entrée du musée.

L'entrée du musée est située sur les quais de Seine. Un chemin d'accès légèrement incliné, en béton désactivé, a été conçu pour traverser le jardin et accéder à l'entrée de la maison. Il est équipé d'une bande de guidage.

Seuls l'accueil/boutique, le salon Vacquerie et la salle de billard (par l'extérieur) sont pour le moment accessibles aux personnes en fauteuil roulant.

L'étage est accessible uniquement par des escaliers.

Mesures compensatoires

Mise à disposition d'un IPAD avec visite 3D, sur simple demande à l'accueil.

PUBLIC A HANDICAP VISUEL

Une version en gros caractères du document de visite est à disposition, sur simple demande à l'accueil.

Des visites tactiles peuvent être organisées pour les groupes.

PUBLIC A HANDICAP MENTAL

Un guide de visite en FALC (Facile à Lire et à Comprendre) est disponible, sur simple demande à l'accueil.

PUBLIC A HANDICAP AUDITIF

Un guide de visite papier, ainsi que des panneaux explicatifs tout au long du parcours permettent d'avoir accès aux informations essentielles sur les collections du musée.

Les agents des sites et musées ont été formés à l'accueil des personnes handicapées.

Pour tout renseignement ou réservation : Service des publics au 02 35 15 69 11 ou <u>musees.departementaux@seinemaritime.fr</u>

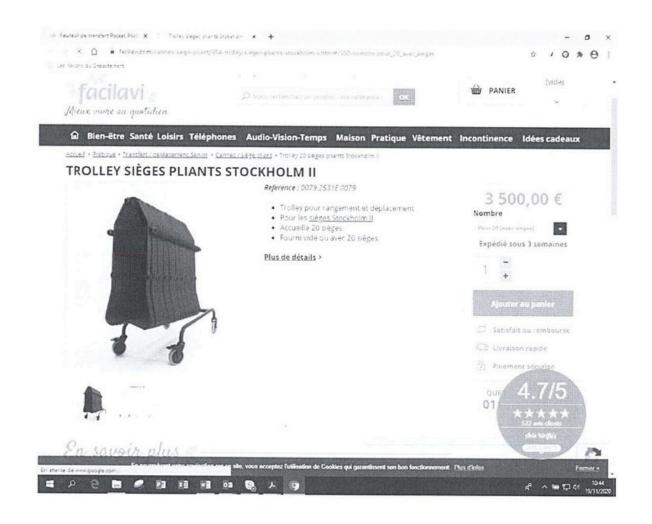
Equipements spécifiques disponibles sur le site :

Sièges pliants

Fauteuil roulant

Boucle magnétique (à l'accueil)

SIEGES PLIANTS





Facture N°

nº 1912-0577

Date

03/12/2019

Société - Association	Hôtel du D	Département
contact	Direction de la culture et du patrimoine	
contact	Cellule développement des Publics, Promotion et Valorisa	
adresse de facturation - rue	Quai Jean Moulin	
code postal - VILLE	76101	ROUEN Cedex 1
Ref	Votre comman	nde 2019-026055

Description	Référence	prix unitaire en € HT	quantité	prix total en € HT
Trolley sièges pliants Stockholm II équipé de 20 sièges Stockholm II noirs	0079.2531E.0079	2916,67	2	5 833,33 €
	Total HT			5 833,33 €
	Frais de port HT	Franco 1 point	de livraison	0,00 €
	Total TVA			1 166,67 €
	Total à payer TTC			7 000,00 €

Nos coordonnées bancaires

BIC: BNPAFRPPSQY

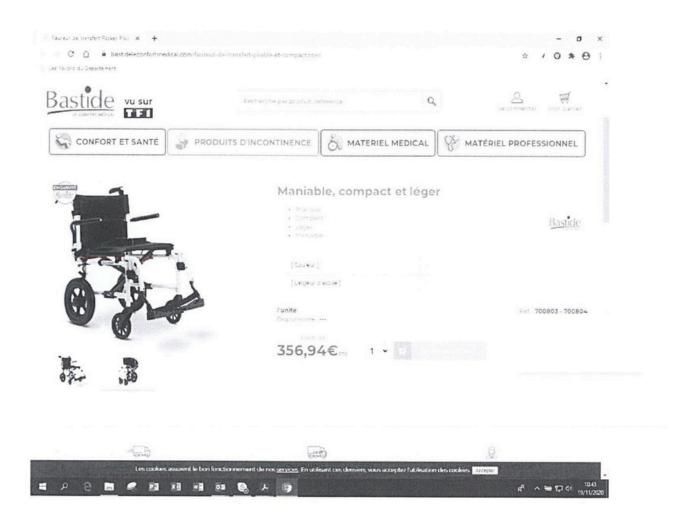
RIB: 30004 00853 00010076622 53

de commande : 2019-026055 # Référence Chorus : E343840 #SIRET : 22760540900019 # Service destinataire : # N° engagement :

Produits livrés le 3/12/2019

Réglement par mandat administratif au au plus tard 4/01/2020

FAUTEUIL





Tiers: 13204

Le 04.11.2019

Agence de Rouen

Centre ccial parvis des senteurs II

76360 PISSY POVILLE

Tél: 0235070006 / Fax: 0235076959 IBAN: FR76 1350 6100 0008 1496 7400 030

BIC : AGRIFRPP835 DOM : Crédit Agricole SIRET N° 30563503900723 Société DCP DÉPT DE LA SEINE

MARITIME

Quai Jean Moulin 76100 ROUEN

ARRIVÉE le :

- 5 NOV. 2019 D.C.P.

FACTURE N° 113662418

Client livré : 31088280 / Société DCP DÉPT DE LA SEINE MARITIME Client facturé : 31088280 / Société DCP DÉPT DE LA SEINE MARITIME

Conditions paiement : Sans esc. jusqu'au 04.11.2019

Aucun escompte pour paiement comptant

Commande / Contrat N° 12185584

Code Libellé	P.U. HT Qté Total HT
700804 FAUTEUIL TRANSFERT POCKET NOIR MAT T48 Conditionnement de l'article : Pièce TVA à : 5,50 %	338,33 5 1691,6
Numéro de série article : 4500901436 Numéro de série article : 4500901436 Numéro de série article : 4500906973	ef 19
Numéro de série article : 4500906973 Numéro de série article : 4500906973	
Totaux à 5,50 % - HT 1.691,66 - TV	A 93,04 - TTC 1.784,70

Net à payer =

1.784,70 EUR

Le client accepte les conditions générales figurant au verso.

Pour les professionnels, en cas de retard de paiement à la date convenue, seront exigibles une indemnité d'un taux d'intérêt égal au montant du taux de refinancement de la banque centrale européenne majoré de 10 points et une indemnité forfaitaire de 40 euros par facture non réglée à échéance pour frais de recouvrement.

Services et technologies de santé à domicile

Le client déclare avoir pris connaissance et accepter les termes et conditions imprimés sur les deux faces du présent document.

5. Liste des actions inscrites à l'agenda

MUSĒE VICTOR HUGO	Accessibilité	Version 1
ולחסבה גדרדה א נוחמה	ÉTAT DES TRAVAUX PROGRAMMÉS 2020-2021	novembre 2020

Contexte

Le présent document restitue la liste des travaux identifiés sur le site de Villequier par la Mission de la stratégie patrimoniale du Département de la Seine-Maritime comme relevant du volet ADAP accessibilité et programmés lors de la visite sur site effectuée le 8 juillet 2020.

Travaux programmés dans le cadre de l'Ad'AP

Libellé	Programmation	Suivi
Extérieurs - jardins		
Cheminements :	Fin 2021	A THE PERSON OF
Mis en place d'une bande de guidage		
Sanitaires publics 1. Mettre la partie basse du miroir entre 0,9 et 1,05m 2. Les distributeurs de papier et savon doivent être placés entre 0,9/1,3m et contrastés par rapport au support 3. Mettre une signalétique (texte et picto) avec 1ere lettre en Majuscule et le reste en minuscule (ajouter oreille barrée si alarme visuelle) 4. Ajouter une barre de rappel pour fermer la porte à une hauteur de 0,7/1,05m 5. Mettre une barre d'appui latérale horizontale fixée entre 0,7/0,8 m et 0,4m maximum du centre de la cuvette 6. L'abattant de toilette doit être contrasté par rapport à l'environnement (mettre un autocollant) 7. Ajouter une patère entre 0,9/1,3m de hauteur 8. Ajouter une bade de repérage à 1,60m de haut et de 5cm de large (ou mettre un affichage permanent sur la porte vitrée) 9. Mettre en place une alarme visuelle (iosque	Fin 2021	

Libellé	Programmation	Suivi
Mise en place de 2 mains courantes aux normes sur emmarchement kiosque et bande podotactile en tête emmarchement	Fin 2021	Réalisé
Signalétique Revoir la signalétique directionnelle, d'orientation et de médiation	4 ^{ème} trimestre 2020	Réalisé
Musée - intérieurs		
Rez-de-chaussée		A STATE OF THE OWNER
Salle A00.020 Salon Vacquerie ou Grand salon Bande podotactile + contraste nez de marche	Fin 2021	Réalisé
Niveau 1		
Salle A01.E04 - Cage d'escalier Bande podotactile en tête d'escalier	Fin 2021	Réalisé
Salle A01.080 – Cage d'escalier Bande podotactile en tête d'escalier + nez de marche contrasté	Fin 2021	Réalisé
Salles A01.C03 et A01.C02 couloir Bande podotactile en tête d'escalier + main courante + nez de marche contrasté	Fin 2021	Réalisé
Salle A01. E01 – Cage d'escalier Bande podotactile en tête d'escalier + nez de marche contrasté	Fin 2021	Réalisé
Salle A.01.E07 Bande podotactile en tête d'escalier + nez de marche contrasté	Fin 2021	Réalisé
Salle A.01.150 Bande podotactile en tête d'escalier + nez de marche contrasté	Fin 2021	Réalisé
Viveau 2		
Salle A02.020 - Bureau Bande podotactile en tête d'escalier + nez de marche contrasté	Fin 2021	Réalisé
Salle A02.020 – Médiation Bande podotactile en tête d'escalier + nez de marche contrasté	Fin 2021	Réalisé
Salle A02.E07 et A02.E01 – Cages l'escalier Bande podotactile en tête d'escalier + lez de marche contrasté	Fin 2021	Réalisé
Viveau 3 Salle A.03.010 Bande podotactile en tête d'escalier + lez de marche contrasté	Fin 2021	Réalisé

6. Formation du personnel à l'accueil des personnes en situation de handicap

Pour les établissements de 1re à 4ème catégorie :



« Article L4142-3-1 du Code du Travail

Dans les établissements recevant du public dont la capacité d'accueil est supérieure à deux cents personnes, l'employeur met en œuvre une formation à l'accueil et à l'accompagnement des personnes handicapées à destination des professionnels en contact avec les usagers et les clients. »

Vous disposez d'un programme de formation de votre personnel relatif à l'accueil des personnes en situation de	OUI	NON
handicap ?	\boxtimes	

Si OUI : Prévu dans le cadre de l'obtention du label Tourisme et Handicap

Nom	Fonction	Date
Sofia SCHMIDT	Agent d'accueil	 Formation « Accessibilité pour tous au musée » 26 et 27/09/2019
Adrien FONTANA	Médiateur	 Formation « Médiation et visites guidées adaptées » les 18 et 19/02/2021
Capucine DE LASCOUPS	Conférencière	 Formation « Médiation et visites guidées adaptées » les 18 et 19/02/2021
Laura SIMKINS	Conférencière	 Formation « Médiation et visites guidées adaptées » les 18 et 19/02/2021



ATTESTATION DE FORMATION

Le centre national de la fonction publique territoriale atteste que :

Madame SCHMIDT Claudia Sofia

Né.e le :

24/07/1960

Collectivité:

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SEINE-MARITIME

Cadre d'emploi : ADJOINT DU PATRIMOINE

A suivi la formation « L'accessibilité pour tous au musée » qui s'est déroulée du 26/09/2019 au 27/09/2019, à

Vieux.

	Dates	Nb d'heures de présence	Nb d'heures de la séance
L'accessibilité pour tous au musée	Du 26/09/2019 Au 27/09/2019	12.0	12.0

Conformément à la demande d'inscription, la formation a été prise en compte au titre de la Professionnalisation tout au long de sa carrière.

La durée de la formation entre dans le cadre des obligations statutaires de formation définies par le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 pour l'ensemble des filières et, pour la filière Police Municipale, par les articles L 511-6 & R511-35 à 40 du Code de la Sécurité Intérieure.

Le Directeur.

Olivier COMPAIN.



DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES DIRECTION ADJOINTE RECRUTEMENT, FORMATION ET MOBILITES

ATTESTATION DE FORMATION

Le Président du Département de Seine-Maritime atteste que :

Madame DE LASCOUPS CAPUCINE,

Grade: CONFERENCIER

Direction : DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE

A suivi la formation "Médiation et visites guidées adaptées"

Du 18/02/21 au 19/02/21 pour une durée de 12H00 (durée totale de la session : 12H00) organisée par les services départementaux de Seine-Maritime.

Cette attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Rouen, le 06/11/2025

Le président du Département Pour le Président et par délégation, Le chef du service accompagnement formations, emplois et compétences

Alexandre CHAPELOT





DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES DIRECTION ADJOINTE RECRUTEMENT, FORMATION ET MOBILITES

ATTESTATION DE FORMATION

Le Président du Département de Seine-Maritime atteste que :

Monsieur FONTANA ADRIEN.

Grade: ASSISTANT DE CONSERVATION INDICIAIRE

Direction: DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE

A suivi la formation "Médiation et visites guidées adaptées"

Du 18/02/21 au 19/02/21 pour une durée de 12H00 (durée totale de la session : 12H00) organisée par les services départementaux de Seine-Maritime.

Cette attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Rouen, le 06/11/2025

Le président du Département Pour le Président et par délégation, Le chef du service accompagnement formations, emplois et compétences

Alexandre CHAPELOT

ACCESSITOUR

5 lieu dit Beg Chatel 29340RIEC SUR BELON Email: formations@accessitour.com Tel: 0769061453



Attestation individuelle de formation

Je, soussigné: SOPHIE PAPIN, représentant de l'organisme de formation ACCESSITOUR,

Atteste que: Laura Simkins

Salariée : Conseil départemental Seine Maritime – Direction de la Culture et du Patrimoine

A suivi la formation :

Formation médiation et visites guidées adaptées

Lieu de la formation : Salle de la Parole-CD 76-Rouen Dates de la formation: du 18 février 2021 au 19 février 2021.

Durée de la formation: 14h (2 jours). Heures de formations réalisées : 13h00

Type d'action de formation : Action de formation

Formateur : Marina GUITTOIS

Objectifs de la formation

- Comprendre les attentes des personnes en situation de handicap lors des visites Acquérir les techniques pour accompagner une personne en situation de handicap dans ses déplacements
- Connaître les outils compensatoires
- Développer des réflexes comportementaux face aux différents types de handicaps
- Savoir mener une visite guidée adaptée à tous les publics
- Acquérir les techniques pour accompagner une personne en situation de handicap dans ses déplacements

Dates	Horaires	Durée
Jeudi 18 février	09h00-16h30	6h30
Vendredi 19 février	09h00-16h30	6h30
Total		13h00

Fait à RIECSUR BELON, le 11 mars 2021

Signature Accessitour



Accessitour

Sophie PAPIN

contacts@accessitour.com

5 Beg Chatel 29 340 Riec sur Belon www. accessitour.com 07 69 06 14 53

Coordination Handicap Normandle 22 place Henri Gadeau de Kerville **76100 ROUEN** 02 35 72 96 58 ccahhn@wanadoo.fr

www.handicap-normandie.org

Signature Coordination Handicap Normandie

Guide « Bien accueillir les personnes handicapées » en version FALC

Bien accueillir les personnes handicapées

Accueillir les personnes handicapées

Voici quelques conseils généraux et communs à tous les types de handicap :

- → Montrez-vous disponible, à l'écoute et faites preuve de patience.
- Ne dévisagez pas la personne, soyez naturel.
- → Considérez la personne handicapée comme un client, un usager ou un patient ordinaire : adressez-vous à elle directement et non à son accompagnateur s'il y en a un, ne l'infantilisez pas et vouvoyez-la.
 - Proposez, mais n'imposez jamais votre aide.

Attention: vous devez accepter dans votre établissement les chiens guides d'aveugles et les chiens d'assistance. Ne les dérangez pas en les caressant ou les distrayant: ils travaillent.

II. Accueillir des personnes avec une déficience motrice

1) Principales difficultés rencontrées par ces personnes

- + Les déplacements;
- Les obstacles dans les déplacements : marches et escaliers, les pentes;
- + La largeur des couloirs et des portes ;
- La station debout et les attentes prolongées;
- + Prendre ou saisir des objets et parfois la parole.



2) Comment les pallier?

- Assurez-vous que les espaces de circulation sont suffisamment larges et dégagés.
- Mettez, si possible, à disposition des bancs et sièges de repos.
- → Informez la personne du niveau d'accessibilité de l'environnement afin qu'elle puisse juger si elle a besoin d'aide ou pas.

III. Accueillir des personnes avec une déficience sensorielle

A/ Accueillir des personnes avec une déficience auditive

- 1) Principales difficultés rencontrées par ces personnes
- + La communication orale;
- + L'accès aux informations sonores;
- + Le manque d'informations écrites.

2) Comment les pallier?

- → Vérifiez que la personne vous regarde pour commencer à parler.
- Parlez face à la personne, distinctement, en adoptant un débit normal, sans exagérer l'articulation et sans crier.
- Privilégiez les phrases courtes et un vocabulaire simple.
- Utilisez le langage corporel pour accompagner votre discours : pointer du doigt, expressions du visage...
- Proposez de quoi écrire.
- Veillez à afficher, de manière visible, lisible et bien contrastée, les prestations proposées, et leurs prix.

B/ Accueillir des personnes avec une déficience visuelle

- 1) Principales difficultés rencontrées par ces personnes
 - + Le repérage des lieux et des entrées;
- + Les déplacements et l'identification des obstacles;
- L'usage de l'écriture et de la lecture.



2) Comment les pallier?

- Présentez-vous oralement en donnant votre fonction. Si l'environnement est bruyant, parlez bien en face de la personne.
- Informez la personne des actions que vous réalisez pour la servir. Précisez si vous vous éloignez et si vous revenez.
 - → S'il faut se déplacer, proposez votre bras et marchez un peu devant pour guider, en adaptant votre rythme.
- → Informez la personne handicapée sur l'environnement, en décrivant précisément et méthodiquement l'organisation spatiale du lieu, ou encore de la table, d'une assiette...
- Si la personne est amenée à s'asseoir, guidez sa main sur le dossier et laissez-la s'asseoir.
- Si de la documentation est remise (menu, catalogue...), proposez d'en faire la lecture ou le résumé.
- → Veillez à concevoir une documentation adaptée en gros caractères (lettres bâton, taille de police minimum 4,5 mm) ou imagée, et bien contrastée.
- Certaines personnes peuvent signer des documents. Dans ce cas, il suffit de placer la pointe du stylo à l'endroit où elles vont apposer leur espandation
- N'hésitez pas à proposer votre aide si la personne semble perdue.

IV. Accueillir des personnes avec une déficience

Accueillir des personnes avec une déficience intellectuelle ou cognitive

- 1) Principales difficultés rencontrées par ces personnes
- + La communication (difficultés à s'exprimer et à comprendre);
- + Le déchiffrage et la mémorisation des informations orales et sonores;
- + La maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul;
- Le repérage dans le temps et l'espace;
- L'utilisation des appareils et automates.

2) Comment les pallier?

- Parlez normalement avec des phrases simples en utilisant des mots faciles à comprendre. N'infantilisez pas la personne et vouvoyez-la.
- → Laissez la personne réaliser seule certaines tâches, même si cela prend du temps.
- Faites appel à l'image, à la reformulation, à la gestuelle en cas d'incompréhension.
- Utilisez des écrits en « facile à lire et à comprendre » (FALC).
- Proposez d'accompagner la personne dans son achat et de l'aider pour le règlement.

B/ Accueillir des personnes avec une déficience psychique

- 1) Principales difficultés rencontrées par ces personnes
- + Un stress important;
- Des réactions inadaptées au contexte ou des comportements incontrôlés;
- + La communication.

2) Comment les pallier?

- Dialoguez dans le calme, sans appuyer le regard.
- → Soyez précis dans vos propos, au besoin, répétez calmement.
- → En cas de tension, ne la contredisez pas, ne faites pas de reproche et rassurez-la.

Pour en savoir plus sur la manière d'accueillir une personne handicapée : http://www.developpement-durable.gouv.fr/Bien-accueillir-les-personnes.html

Conçu par la DMA en partenariat avec : APAJH, CDCF, CFPSAA, CGAD, CGPME, FCD, SYVAHORCAT, UMIH, UNAPEI.

Conception-Realisation: ALES-MC1/5G/SPS5I/AIT2/Benait Cudelou

7. Annexes

Liste des documents à annexer en fonction de la situation de l'établissement :

Pour tous les ERP

- 1° Lorsque l'établissement est nouvellement construit, l'attestation prévue par l'article L. 111-7-4 après achèvement des travaux :
- 2° Lorsque l'établissement est conforme aux règles d'accessibilité au 31 décembre 2014, l'attestation d'accessibilité prévue à l'article R. 111-19-33 ;
- 3° Lorsque l'établissement fait l'objet d'un agenda d'accessibilité programmée conformément aux articles R. 111-19-31 à R. 111-19-47, le calendrier de la mise en accessibilité de l'établissement ;
- 4° Lorsque l'établissement fait l'objet d'un agenda d'accessibilité programmée comportant plus d'une période, le bilan des travaux et des autres actions de mise en accessibilité réalisés à la moitié de la durée de l'agenda, prévu à l'article D. 111-19-45 ;
- 5° Lorsque l'établissement fait l'objet d'un agenda d'accessibilité programmée et à l'achèvement de celui-ci, l'attestation d'achèvement prévue à l'article D. 111-19-46;
- 6° Les arrêtés préfectoraux accordant les dérogations aux règles d'accessibilité mentionnées à l'article R. 111-19-10 ;
- 7° Lorsque l'établissement a fait l'objet d'une autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public, la notice d'accessibilité prévue à l'article D. 111-19-18 ;
- 8° Le document d'aide à l'accueil des personnes handicapées à destination du personnel en contact avec le public élaboré par le ministre en charge de la construction ;
- 9° Les modalités de maintenance des équipements d'accessibilité tels que les ascenseurs, élévateurs et rampes amovibles automatiques.

Pour les ERP de 1ère à 4ème catégorie

10° une attestation signée et mise à jour annuellement par l'employeur décrivant les actions de formation des personnels chargés de l'accueil des personnes handicapées et leurs justificatifs

Annexe Décret et Arrêté



Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

NOR: LHAX1702913D Accéder à la version consolidée
ELI: https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2017/3/28/LHAX1702913D/jo/texte
Alias: https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2017/3/28/2017-431/jo/texte
JORF n°0076 du 30 mars 2017
Texte n° 45

Version initiale

Publics concernés: propriétaires et exploitants d'établissements recevant du public.

Objet : règles relatives au registre public d'accessibilité pour les établissements recevant du public (ERP). Entrée en vigueur : le registre public d'accessibilité est mis à la disposition du public dans un délai de six mois à compter de la publication du présent décret. Notice : le décret définit les modalités selon lesquelles les établissements recevant du public, neufs et situés dans un cadre bâti

existant, sont tenus de mettre à disposition du public un registre public d'accessibilité. Ce registre mentionne les dispositions prises pour permettre à tous, notamment aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap, de bénéficier des prestations en vue desquelles! Établissement a été conçu. Références : le décret est pris pour l'application de l'article 6 de la loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du

26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap. Les dispositions du code de la construction et de l'habitation modifiées par le présent décret peuvent être consultées, dans leur rédaction résultant de cette modification, sur le site Légifrance (http://www.legifrance.gouv.fr).

Le Premier ministre,
Sur le rapport de la ministre du logement et de l'habitat durable,
Vu le <u>code de la construction et de l'habitation</u>, notamment ses articles L. 111-7-3, R.* 111-19-2, R.* 111-19-3, R. 111-19-7 et R.* 123-2;

Vulle code des transports, notamment son article L. 1112-1:

Vu l'avis du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique en date du 12 juillet 2016 ; Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu, Décrète :

Article 1

Il est ajouté à la section 3 du chapitre ler du titre ler du livre ler du code de la construction et de l'habitation (partie réglementaire) une sous-

- « Sous-section 12 « Registre public d'accessibilité
- « Art. R. 111-19-60-L'exploitant de tout établissement recevant du public au sens de l'article R. * 123-2 élabore le registre public d'accessibilité prévu à l'article L. 111-7-3. Celui-ci précise les dispositions prises pour permettre à tous, notamment aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap, de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement a été conçu.
- « Le registre contient :
- à l'Une information complète sur les prestations fournies dans l'établissement;
 à l'La liste des pièces administratives et techniques relatives à l'accessibilité de l'établissement aux personnes handicapées;
 à l'a description des actions de formation des personnels chargés de l'accueil des personnes handicapées et leurs justificatifs.

- « à La description des actions de formation des personnels chargés de l'accueil des personnes handicapées et leurs justificatifs.
 « Les modalités du registre portent sur sa mise à disposition de l'ensemble du public et sur sa mise à jour régulière.
 « Pour los points d'arrêt des esvinces de transport collectif relevant du régime des établissements recevant du public et qui sont soumis aux dispositions de l'article L. 111-7-3, le registre public d'accessibilité peut porter sur l'ensemble d'une ligne ou d'un réseau.
 « Un arrêté du ministre chargé de la construction et, le cas échéant, du ministre chargé des transports, précise le contenu et les modalités du registre public d'accessibilité, selon la catégorie et le type de l'établissement, en distinguant, d'une part, les catégories 1 à 4, d'autre part, la catégorie 5. »

Article 2

Le second alinéa de l'article R. * 111-19-2, l'article R. * 111-19-3 et le IV de l'article R. 111-19-7 du code de la construction et de l'habitation sont chacun complétés par la phrase suivante : « Cet arrêté prévoit la possibilité pour le maître d'ouvrage de satisfaire à ces obligations par des solutions d'effet équivalent aux dispositions techniques de l'arrêté dès lors que ces solutions répondent aux objectifs poursuivis. »

Article 3

Le registre public d'accessibilité régi par l'article R. 111-19-60 du code de la construction et de l'habitation est mis à la disposition du public dans un délai de six mois à compter du jour de la publication du présent décret.

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, la ministre du logement et de l'habitat durable et le secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 28 mars 2017.

Bernard Cazeneuve Par le Premier ministre :

La ministre du logement et de l'habitat durable.

Emmanuelle Cosse

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, Ségolène Royal

Le secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, Alain Vidalies

Arrêté du 19 avril 2017 fixant le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité

ise à jour des données de ce texte : 23 avril 2017

VOR: LHAL1614039A

JORF n°0095 du 22 avril 2017

Version en vigueur au 29 avril 2022

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, la ministre du logement et de l'habitat durable et le secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche,

Vule code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 111-7-3, L. 111-7-4, R. 111-19-10, D. 111-19-18, R. 111-19-31 à vui e<u>code de la construction et de l'habitation</u>, notamment ses articles L. 111-7-3, L. 111-7-4, R. 111-19-10, D. 111-19-18, R. 111-19-10, D. 111-19-18, R. 111-19-10, D. 111-19-18, R. 111-11-10, D. 111-19-18, R. 111-19-10, D. 111-19-10, D.

Arrêtent :

Le registre public d'accessibilité contient les pièces suivantes ou une copie de celles-ci :

L - Pour tous les établissements recevant du public, y compris les établissements de 5e catégorie :

1" Lorsque l'établissement est nouvellement construit, l'attestation prévue par l'article L. 111-7-4 après achèvement des travaux ;

2° Lorsque l'établissement est conforme aux règles d'accessibilité au 31 décembre 2014, l'attestation d'accessibilité prévue à l'article R. 111-19-33

3" Lorsque l'établissement fait l'objet d'un agenda d'accessibilité programmée conformément aux articles R. 111-19-31 à R. 111-19-47, le calendrier de la mise en accessibilité de l'établissement;

4" Lorsque l'établissement fait l'objet d'un agenda d'accessibilité programmée comportant plus d'une période, le bilan des travaux et des autres actions de mise en accessibilité réalisés à la moitié de la durée de l'agenda, prévu à l'article D. 111-19-45;

5" Lorsque l'établissement fait l'objet d'un agenda d'accessibilité programmée et à l'achèvement de celui-ci, l'attestation d'achèvement prévue à l'article D. 111-19-46:

6" Le cas échéant, les arrêtés préfectoraux accordant les dérogations aux règles d'accessibilité mentionnées à l'article R. 111-19-10;

7° Lorsque l'établissement a fait l'objet d'une autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public, la notice d'accessibilité prévue à l'article D. 111-19-18;

8" Le document d'aide à l'accueil des personnes handicapées à destination du personnel en contact avec le public élaboré par le ministre en

lalités de maintenance des équipements d'accessibilité tels que les ascenseurs, élévateurs et rampes amovibles automatiques.

Le personnel d'accueil doit être en capacité d'informer l'usager des modalités d'accessibilité aux différentes prestations de l'établissement.

II. - Pour les établissements recevant du public de 1re à 4e catégorie :

En plus des éléments mentionnés au précédent L le registre public d'accessibilité contient une attestation signée et mise à jour annuellement par l'employeur décrivant les actions de formation des personnels chargés de l'accueil des personnes handicapées et leurs justificatifs. Lorsque le personnel chargé de l'accueil des personnes handicapées est affecté à plusieurs établissements, cette attestation peut être réalisée pour l'ensemble des établissements concernés.

Article 2

Pour un point d'arrêt relevant du régime des établissements recevant du public desservi par un service de transport collectif, le registre public d'accessibilité contient :

L – Lorsque l'établissement ne fait pas l'objet d'un schéma directeur d'accessibilité-agenda d'accessibilité programmée, les documentionnés à l'article 1 er ou une copie de ceus-ci.

II. – Lorsque l'établissement fait l'objet d'un schéma directeur d'accessibilité-agenda d'accessibilité programmée, les documents mentionnés à l'article 1 er ou une copie de ceuxel, à l'exception du calendrier, du bilan et de l'attestation d'achèvement prévus aux points 4 et 5 du 1 de l'article 1 er, ainsi que les informations suivantes :

1° L'appartenance de ce point d'arrêt à la liste des points d'arrêt prioritaires ou à la liste complémentaire des points d'arrêt établie en application des dispositions de l'article D. 1112-9 du code des transports ;

2"Lorsque ce point d'arrêt fait l'objet d'une dérogation motivée par une impossibilité technique avérée au sens de l'article L. 1112-1 du même code, la décision de validation préfectorale ou, le cas échéant, la décision de validation du ministre chargé des transports du schéma directeur d'accessibilité-agenda d'accessibilité programmée susmentionné et valant approbation de la dérogation concernée;

4" Lorsque ce point d'arrêt est concerné par un schéma directeur d'accessibilité-agenda d'accessibilité programmée comportant plus d'une période de trois ans, les bilans des travaux et des autres actions de mise en accessibilité réalisés à l'issue de chaque période de trois ans, prévus à l'article R. 1112-22 du même code ;

Le registre public d'accessibilité est consultable par le public sur place au principal point d'accueil accessible de l'établissement, éventuellement sous forme dématérialisée. A titre alternatif, il est mis en ligne sur un site internet

Pour les points d'arrêt des services de transport collectif relevant du régime des établissements recevant du public, le registre public d'accessibilité peut porter sur l'ensemble d'une ligne ou d'un réseau. Ce dispositif d'information est accessible par un service de communication au public en ligne en conformité avec le référentiel général d'accessibilité pour les administrations.

Article 4

Le registre public d'accessibilité est mis à disposition du public dans un délai de six mois à compter du jour de la publication du présent arrêté.

Le directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages et le directeur des services de transport sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 19 avril 2017.

La ministre du logement et de l'habitat durable, Pour la ministre et par délégation : Le directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages,

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, Pour la ministre et par délégation : Le directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages, L. Girometti

Le secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche. Pour le secrétaire d'Etat et par délégation : Le directeur des services de transport,

Annexes

- Arrêté du 20/10/2015 approuvant l'agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) (+dossier de demande d'approbation et note de stratégie correspondante)
 - 2. Avis de la CCDSA du 15/10/2019 sur les travaux de mise en conformité des cheminements extérieurs
 - 3. Etat des travaux d'accessibilité programmés en 2020-2021



PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Affaire suivie par Pascal RONGIER

Tél.: 02 35 58 53 73 Fax: 02 35 58 55 63

Mél: ddtm-srmt-bdsa@seine-maritime.gouv.fr

Arrêté du 20 octobre 2015

approuvant un agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP)

Le préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime, commandeur de la Légion d'honneur

- Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L111-7-5, L111-7-7, D111-19-34 et suivants ;
- Vu l'arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public;
- Vu le décret du Président de la République en date du 17 janvier 2013 nommant M. Pierre-Henry MACCIONI, préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime;
- Vu l'arrêté n° 15-74 du 6 août 2015 portant délégation de signature à M. Olivier MORZELLE, directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime et notamment la rubrique 6.2 de son article 1st;
- Vu l'arrêté n° 13-038 du 17 août 2015 portant subdélégation de signature en matière d'urbanisme ;
- Vu la demande d'agenda d'accessibilité programmée présentée le 21 septembre 2015, enregistré sous le numéro 076.540.15.E.0002, par le Département de la Seine-maritime représentée par son président M. Pascal MARTIN, demeurant Quai Jean Moulin à ROUEN (76101);
- Vu l'avis favorable de la sous-commission départementale d'accessibilité en date du 15 octobre 2015 ;

CONSIDERANT que la demande d'Ad'AP porte sur 63 établissements pour un coût total de travaux de mise aux normes d'environ 4,7 millions d'euros à réaliser sur 3 périodes de 3 ans et satisfait ainsi aux dispositions des articles L111-7-7 et R111-19-39 I du code de la construction et de l'habitation et de l'article 5 de l'arrêté du 27 avril 2015.

ARRÊTE

Article 1^{er} - L'Ad'AP n°076.540.15.E.0002 présenté par le Département de la Seine-maritime est APPROUVÉ.

Article 2 - Les autorisations de travaux relatives aux établissements mentionnés dans cet Ad'AP, ainsi que demandes éventuelles de dérogation jointes à celles-ci, devront être déposées dans les mairies concernées. Le présent arrêté ne vaut pas autorisation au titre des dérogations évoquées.

Article 3 - Le demandeur devra adresser au préfet ayant approuvé cet agenda par pli recommandé avec demande d'avis de réception, ainsi qu'à chacune des commissions pour l'accessibilité prévues à l'article L.2143-3 du code général des collectivités territoriales des communes concernées :

- un point de situation sur la mise en œuvre de l'agenda à l'issue de la première année ;
- un bilan des travaux et autres actions de mise en accessibilité réalisés à la moitié de la durée de l'agenda.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Rouen, le 20 octobre 2015

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des territoires et de la mer expar délégation,

Le responsable du bureau du droit des sols et de

l'acgessibilité,

Olivie LEFEVRE

<u>Voies et délais de recours</u> - Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

2 7 001. 20%



PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des territoires et de la mer

COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ

DDTM 76/SRMT/BDSA

Dossier suivi par : Pascal RONGIER

Tél.: +33 235585373 Fax:: +33 235585563 Pascal.Rongier@equipementagriculture.gouv.fr

SCDA

Réunion du jeudi 15 octobre 2015

RAPPORT D'ETUDE DU DOSSIER

Textes de référence

Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 111-7 à L. 111-8-4 et les articles R. 111-19-34 et suivants
Arrêté du 27 avril 2015

DOSSIER Ad'ap N° AA 076 540 15 E 0002

Demandeur: DEPARTEMENT DE LA SEINE MARITIME Pascal MARTIN

Adresse du demandeur : HOTEL DU DEPARTEMENT-QUAI JEAN MOULIN 76101 ROUEN

CS56101

Description de l'Ad'ap

Périmètre : Sur un seul département Coût global (euros) : 4684435 Nombre d'années demandées : 9 Nombre de bâtiments : 63 ERP, 0 IOP

Demande d'octroi de période(s) supplémentaires(s) : 2 période(s) supplémentaire(s)

Motivation

L'Ad'AP relatif aux établissements du Conseil Départemental de la Seine-maritime porte sur 63 bâtiments. Le montant global de travaux est d'environ 4,7 millions d'euros sur 3 périodes de 3 ans. La demande est recevable au regard des dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 27 avril 2015 (patrimoine complexe de plus de 50 ERP).

En conséquence, il est proposé un avis favorable sur la demande d'Ad'AP

A ROUEN, le jeudi 15 octobre 2015 Pour le Préfet L'instructeur

RONGIER Pascal

Pièce Nº 1



Demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)



Ministère chargé de la construction

Articles L. 111-7 et D. 111-19-34 du code de la construction et de l'habitation (CCH)

Cadres 1 et 2 Cadre 3 Cadres 4 et 5 Cadre 6	informations nécessair informations nécessair informations nécessair engagement du (des) d	es à la vérific es à l'instructi	ation de la de on de la dem	mande	d'octroi de péri	odes supplémentaires un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)
Vou	us pouvez utiliser ce form	nulaire si :			Cadre réser	vé aux services préfectoraux
	emander l'approbation d'ur ap) pour la mise en access					
	ssement recevant du public		N° sieurs	de l'A	d'ap :	
- de plusieurs état	olissements recevant du pu on des installations ouverte					
	stallation(s) ouverte(s) au	public (IOP) su				
	ous permet d'accomplir	les formalités	Da	ate de r	éception en pr	éfecture :
Dans le cas d'un A	Ad'ap pour un établisseme années, veuillez vous rep					
Le demande	lu demandeur et eur indiqué dans le ca est présentée par plusieu	dre ci-desso	is sera le ch	ef de fi	le du suivi du d	dossier dans le cas d'un co-financement
Vous êtes u	n particulier		Madame		Monsieur	
Nom, prénor	m				Da	ate de naissance
Vous êtes u	ne personne morale					
Raison socia	ale et Dénomination	DEPARTE	MENT DE LA	A SEIN	E MARITIME	
N° SIRET		2 2 7	6 0 5 4	0 9	0 0 0 1	9
Représentant	de la personne morale		Madame		Monsieur	
Nom, prénor	m MARTIN PA	SCAL				
Date de naissan	nce à défaut de N° SIRET					
	nées du demand est présentée par plusieu					
Adresse						
Numéro		Voie	HOTEL DU	DEPA	RTEMENT - (QUAI JEAN MOULIN
Lieu-dit					Boîte postale	CS 56101
Code postal	76101	Localité	ROUEN			
Si le demande	eur habite à l'étranger	Pays				Division territoriale
Téléphone fix	ke				Portable	THE RES DOES NOT THE RES DOES NOT THE REST NOT THE
Indicatif si pays	étranger					
Adresse élect	ronique				celine tritz	@ seinemaritime.fr

Un seul ERP et votre demande concerne deux périodes de 3 ans soit 6 ans maximum (sous conditions) ¹ Nombre d'années demandées : trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions) ¹ Nombre d'années demandées : Précisez les conditions rempiles pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité d'un seul ERP llé à des difficultés techniques ou financières (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au Vi de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable ² Autre : Plusieurs ERP et IOP et votre demande concerne une périodes de 3 ans soit 6 ans maximum (sous conditions)¹ Nombre d'années demandées : trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions)¹ Nombre d'années demandées : trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions)¹ Nombre d'années demandées : Précisez les conditions remplies pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité d'un ensemble d'ERP (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable ² Autre : Pour les patrimoines dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe ¹ : Nombre de communes d'implantation : 39 Nombre d'années demandées : Plusieurs IOP et votre demande concerne une période soit 3 ans maximum Nombre d'années demandées :	3. Votre dossier concerne			Veuillez vous reporter au :
Nombre d'années demandées : trols périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions)¹ Nombre d'années demandées : Précisez les conditions remplies pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité d'un seul ERP (life à des difficultés techniques ou financières (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : Situation budgétaire et financière délicate définile par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attesiée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable ² à préciser : Plusieurs ERP et IOP et votre demande concerne Mombre d'années demandées : deux périodes de 3 ans soit 6 ans maximum (sous conditions)¹ Nombre d'années demandées : trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions)¹ Nombre d'années demandées : trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions)¹ Années demandées : trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions)¹ Années demandées : vois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions)¹ Années demandées : trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions)¹ Années demandées : vois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions)¹ Années demandées : Précisez les conditions remplies pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité d'ur ensemble d'ERP (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les étéments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable ² Apréciser : Pour les patrimoines dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe ¹ : Nombre de communes d'implantation : 39 Nombre de bâtiments concernés : 63 Une seule IOP et votre demande concerne Ann	Un seul ERP et votre demande concerne		ASSESSMENT CONTROL OF	ENGLES PARTICIPATION OF
Nombre d'années demandées : Précisez les conditions rempiles pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité d'un seul ERP lié à des difficultés techniques ou financières (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : Situation budgétaire et financière délicate définile par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable a préciser : Plusieurs ERP et IOP et votre demande concerne Mombre d'années demandées : deux périodes de 3 ans soit 6 ans maximum Nombre d'années demandées : deux périodes de 3 ans soit 6 ans maximum (sous conditions) Mombre d'années demandées : trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions) Mombre d'années demandées : trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions) Mombre d'années demandées : Précisez les conditions rempiles pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité d'un ensemble d'ERP (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable a préciser : Pour les patrimoines dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe : Nombre de communes d'implantation : 39	deux périodes de 3 ans soit 6 ans maximum (sous conditions) 1			
Nombre d'années demandées : Précisez les conditions rempiles pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité d'un seul ERP lié à des difficultés techniques ou financières (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : - Situation budgétaire et financière délicate définile par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable 2 - Autre : apréciser : Plusieurs ERP et IOP et votre demande concerne Mombre d'années demandées : - deux périodes de 3 ans soit 6 ans maximum (sous conditions) 1 - Nombre d'années demandées : - trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions) 1 - Nombre d'années demandées : - trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions) 1 - Nombre d'années demandées : - Précisez les conditions rempiles pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité d'un ensemble d'ERP (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : - Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable 2 - Autre : a préciser : Pour les patrimoines dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe ¹ : Nombre de communes d'implantation : 39 Nombre de bâtiments concernés : 63 Une seule IOP et votre demande concerne ancepériode soit 3 ans maximum Nombre d'années demandées : Plusieurs IOP et votre demande concerne ancepériode soit 3 ans maximum	Nombre d'années demandées :			
Précisez les conditions remplies pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité d'un seul ERP lié à des difficultés techniques ou financières (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH: fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable 2	trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions) 1			
programmation de mise en accessibilité d'un seul ERP lié à des difficultés techniques ou financières (demands de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable 2	Nombre d'années demandées :			
du CCH: fournissaz les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable 2	programmation de mise en accessibilité d'un seul ERP lié à des diffi	culté	nt dans le temps de la és techniques ou financières	Cadre 4
Plusieurs ERP et IOP et votre demande concerne une période soit 3 ans maximum Nombre d'années demandées : deux périodes de 3 ans soit 6 ans maximum (sous conditions) 1 Nombre d'années demandées : trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions) 1 Nombre d'années demandées : Nombre d'années demandées : Précisez les conditions remplies pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité d'un ensamble d'ERP (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable 2 Autre : Pour les patrimoines dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe 1 : Nombre de communes d'implantation : 39 Nombre de bâtiments concernés : 63 Une seule IOP et votre demande concerne une période soit 3 ans maximum Nombre d'années demandées : Plusieurs IOP et votre demande concerne une période soit 3 ans maximum Cadre 5	du CCH: fournissez les éléments relatifs à votre situation financière	au 'e, at	VI de l'article D. 111-19-34 testée, le cas échéant,	
Nombre d'années demandées : deux périodes de 3 ans soit 6 ans maximum (sous conditions)¹ □ Nombre d'années demandées : trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions)¹ ⊠ Nombre d'années demandées : 1 Nombre d'années demandées : Nombre d'années demandées : Précisez les conditions remplies pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité d'un ensemble d'ERP (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable ² □ Autre : □ à préciser : Pour les patrimoines dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe ¹ : Nombre de communes d'implantation : 39 Nombre de bâtiments concernés : 63 Une seule IOP et votre demande concerne □ une période soit 3 ans maximum Nombre d'années demandées : Plusieurs IOP et votre demande concerne □ une période soit 3 ans maximum Cadre 5	• Autre:		à préciser :	
Nombre d'années demandées : deux périodes de 3 ans soit 6 ans maximum (sous conditions)¹ □ Nombre d'années demandées : trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions)¹ ⊠ Nombre d'années demandées : 9 Précisez les conditions remplies pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité d'un ensemble d'ERP (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable ² □ Autre : □ à préciser : Pour les patrimoines dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe ¹ : Nombre de communes d'implantation : 39 Nombre de bâtiments concernés : 63 Une seule IOP et votre demande concerne □ □ une période soit 3 ans maximum Nombre d'années demandées : Plusieurs IOP et votre demande concerne □ une période soit 3 ans maximum Cadre 5	Plusieurs ERP et IOP et votre demande concerne	\boxtimes		
Nombre d'années demandées : trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions)¹ □ Nombre d'années demandées : trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions)¹ □ Nombre d'années demandées : 9 Précisez les conditions remplies pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité d'un ensemble d'ERP (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable ² □ à préciser : Pour les patrimoines dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe ¹ : Nombre de communes d'implantation : 39 Nombre de communes d'implantation : 39 Nombre de bâtiments concernés : 63 Une seule IOP et votre demande concerne □ Cadre 4 Une seule IOP et votre demande concerne □ Cadre 5 Plusieurs IOP et votre demande concerne □ Cadre 5 Cadre 5 Cadre 5 Cadre 5	une période soit 3 ans maximum			
Nombre d'années demandées : trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions) 1	Nombre d'années demandées :			
Nombre d'années demandées : 9 Précisez les conditions remplies pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité d'un ensemble d'ERP (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH: fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable 2	deux périodes de 3 ans soit 6 ans maximum (sous conditions) 1			
Nombre d'années demandées : 9 Précisez les conditions remplies pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité d'un ensemble d'ERP (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : • Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable 2	Nombre d'années demandées :			
Précisez les conditions remplies pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité d'un ensemble d'ERP (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : • Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable 2	trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions) 1	\boxtimes		
programmation de mise en accessibilité d'un ensemble d'ERP (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : · Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable 2	Nombre d'années demandées :	9		
du CCH: fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable 2	programmation de mise en accessibilité d'un ensemble d'ERP (dema	emer	nt dans le temps de la e de périodes	Cadre 5
Pour les patrimoines dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe ¹ : Nombre de communes d'implantation : 39 Nombre de bâtiments concernés : 63 Une seule IOP et votre demande concerne une période soit 3 ans maximum Nombre d'années demandées : Plusieurs IOP et votre demande concerne une période soit 3 ans maximum Cadre 5	du CCH: fournissez les éléments relatifs à votre situation financière			
Nombre de communes d'implantation : 39 Nombre de bâtiments concernés : 63 Une seule IOP et votre demande concerne une période soit 3 ans maximum Nombre d'années demandées : Plusieurs IOP et votre demande concerne une période soit 3 ans maximum Cadre 5	· Autre:		à préciser :	
Une seule IOP et votre demande concerne une période soit 3 ans maximum Nombre d'années demandées : Plusieurs IOP et votre demande concerne une période soit 3 ans maximum Cadre 5			mplexe ¹ :	
une période soit 3 ans maximum Nombre d'années demandées : Plusieurs IOP et votre demande concerne une période soit 3 ans maximum Cadre 4 Cadre 5	Nombre de bâtiments concernés :	63		
une période soit 3 ans maximum Nombre d'années demandées : Plusieurs IOP et votre demande concerne une période soit 3 ans maximum Cadre 4 Cadre 5	Une seule IOP et votre demande concerne	П		
Nombre d'années demandées : Plusieurs IOP et votre demande concerne une période soit 3 ans maximum Cadre 5				Cadre 4
une période soit 3 ans maximum Cadre 5				
une période soit 3 ans maximum Cadre 5	Plusieurs IOP et votre demande concerne			
•	une période soit 3 ans maximum			Cadre 5

Selon les cas consideres denomier la studion lechnique ou financière de votre élablissement orque la mise en prosvabilité de toire elablissement est parte ulièrement complère. Les conditions sont definies par l'amèté pris en applicaire du l'actif de l'actif de 1 att de 1 du Code de la construction et de Diabitation.

Pour les parsonnes de droit priva en les établissements públics dant les opérations comptables y at avec utées animitées no igas de prominée l'attentation fie la situation financière de detable par le commissaire aux comptes on l'espect comptable.

4. Demande d'ager public sur 2 ou 3 4.1 - Adresse du terra Nom de l'établissement ou de l'installation	s periodes ou pour une installation	oour un seul établissement recevan on ouverte au public sur 1 période	t du
Numéro	Voie		
Lieu-dit		Boîte postale	
Code postal	Localité		
4.2 - Classement séc construction et de l'habitation	urité incendie de l'ERP : (Catégorie et type d n)	exploitation en application de l'article R. 123-19 du code	e de la
4.3 - Analyse de la sit obligations d'accessi	tuation de votre établissement ou instal Ibilité en vigueur	lation à la date de la demande au regard d	es
Veuillez joindre une note ann	nexe si le projet le nécessite		
4.4 - Chiffrage et cale	ndrier de la mise en accessibilité de l'é	ablissement ou de l'installation	
Les tableaux à renseig et la distinction ERP/IC	ner dans la présente section diffèrent selo P (cocher la case correspondante) :	n la durée de l'Ad'ap, la justification de cette d	durée
ans justifiée par l'amp	ERP du 1er groupe (<i>1ère, 2ème, 3ème ou</i> leur des travaux nécessaires (<i>renseigner</i> l	uniquement la sous-section 4.4.1)	
financières (renseigne	ERP et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée er uniquement la sous-section 4.4.2)		
Ad'ap portant sur un E financières (renseigne	ERP et une durée de 7, 8 ou 9 ans justifiée er uniquement la sous-section 4.4.2)	par des contraintes techniques ou	
Ad'ap portant sur une	IOP et une durée de 1, 2 ou 3 ans (rensei	gner uniquement la sous-section 4.4.3)	
périodes de 3 ans Les actions concourant demandes de devis, de	'accessibilité programmée porte sur un maximum justifiée par l'ampleur des tra à la mise en accessibilité de l'établisseme s appels d'offre, des interventions sur le ca les solutions liées à l'organisation permetta	adre bâti et des autres actions de mise en	eux :
	Actions de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle Date prévision de début (mois, de fin (m semestre)	ois,
Année 1			
Année 2			
Année 3			
Année 4			
Année 5			
Année 6			

Estimation financière de la mise en accessibilité

Année 1

Année 2

Année 3

Période 2 (années 4, 5 et 6)

Total

4.4.2 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur un ERP et deux ou trois périodes de 3 ans maximum justifiées par des contraintes techniques et financières (Art. L. 111-7-7 III du CCH)

Les actions concourant à la mise en accessibilité de l'établissement peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

Actions de mise en accessibilité envisagées (notion d'« actions » définie plus haut)

Date prévisionnelle Date prévisionnelle de début (mois, semestre...)

de fin (mois, semestre...)

Année 1

Année 2

Année 3

Période 2

(années 4, 5

et 6)

Période 3

(années 7, 8

et 9)

Veuillez joindre une note annexe si le projet nécessite un plus grand nombre d'actions de mise en accessibilité

Estimation financière de la mise en accessibilité

Année 1

Année 2

Année 3

Période 2

Période 3

Total

4.4.3 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur une IOP et une période

Les actions concourant à la mise en accessibilité de l'installation peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

> Actions de mise en accessibilité envisagées (notion d'« actions » définie plus haut)

Date prévisionnelle Date prévisionnelle de début (mois,

de fin (mois,

semestre...)

semestre...)

Année 1

Année 2

Année 3

Veuillez joindre une note annexe si le projet nécessite un plus grand nombre d'actions de mise en accessibilité

Estimation financière de la mise en accessibilité

Année 1

Année 2

Année 3

Total

4.5 - berogations			
Des demandes de dérogation seront-elles susceptibles d'être sollicitées da agenda ?	ans le	cadre de la mise en œuvre de	cet
Oui Dans ce cas, en joindre la liste indicative	Non		
 Demande d'Agenda d'accessibilité programmée pour plusie public sur 1, 2 ou 3 périodes ou pour plusieurs installations 	eurs s ouv	établissements recevant rertes au public sur 1 pér	t du iode
5.1 - Liste des établissements ou des installations	E72.(81.041.).C	100 period 20 period	SE BENES SE NICIO
Etablissement N° 1 Nom de l'établissement ou de l'installation			
Département Commune d'implantation d'implantation			
Adresse de l'ERP/IOP			
Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type)			
Etablissement N° 2		0 2	
Nom de l'établissement ou de l'installation		b.	
Département Commune	1)		
d'implantation d'implantation	1		
Adresse de l'ERP/IOP			
Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type) Etablissement N° 2 Nom de l'établissement ou de l'installation Département Commune d'implantation Adresse de l'ERP/IOP Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type)			
Etablissement N 3			
Nom de l'établissement ou de l'installation			
Département Commune			
d'implantation d'implantation			
Adresse de l'ERP/IOP			
Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type)			
Veuillez joindre une note annexe si la taille de votre patrimoine le nécessite.			
5.2 - Analyse synthétique de la situation de vos établissements et/ou in au regard des obligations d'accessibilité en vigueur définles par l'arrêté de la construction et de l'habitation	nstalla té pré	ations à la date de la demand vu à l'article R. 111-19-7 du c	de code
Cf pièce jointe			
Veuillez répondre sur papier libre si nécessaire			
5.3 - Chiffrage et calendrier de mise en accessibilité			
Les tableaux à renseigner dans la présente section diffèrent selon la durée d et la distinction ERP/IOP (cochez la case correspondante) :	de l'Ad	d'ap, la justification de cette du	ırée
Ad'ap portant sur plusieurs ERP dont au moins un ERP du 1er groupe (1ère, 2ème durée de 4,5 ou 6 ans justifiée par l'ampleur des travaux nécessaires (renseignez	ne, 3èi z uniqu	me ou 4ème catégorie) et une uement la sous-section 5.3.1)	
Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par de financières (renseignez uniquement la sous-section 5.3.2)	les dif	ficultés techniques ou	
Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 7, 8 ou 9 ans justifiée par de financières (renseignez uniquement la sous-section 5.3.2)	les dif	ficultés techniques ou	
Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 7, 8 ou 9 ans justifiée par un accessibilité est particulièrement complexe (renseignez uniquement la sous-s	n pati	rimoine dont la mise en on 5.3.2)	\boxtimes
Ad'ap portant sur plusieurs ERP ou IOP et une durée de 1, 2 ou 3 ans (rense section 5.3.3)			

5.3.1 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur plusieurs ERP/IOP dont un ERP du 1er groupe et sur une durée de deux périodes de 3 ans maximum justifiée par l'ampleur des travaux envisagés (Art. L. 111-7-7 II du CCH) :

Les actions concourant à la mise en accessibilité des établissements ou installations peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

Liste des ERP	Département d'implantation	Date prévisionnelle de début de la 1ère action de mise en accessibilité de l'ERP (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP
ERP 1		100	
ERP 2			
ERP 3			
Veuillez joindre	e une note annexe si plus de 3 ERP		
	ERP concernés par les actions de mise en accessibilité	Nature de l'action de mise en (notion d'« actions » définie plus h	
Année 1			
Année 2			
Année 3			
Année 4			
Année 5			
Année 6			
		Estimation financière de la	mise en accessibilité
	Année 1		
	Année 2		
	Année 3		
Pér	iode 2 (année 4, 5 et 6)		
	Total		
5.3.2 - L'	Agenda d'accessibilité program	mée porte sur :	

- plusieurs ERP et sur une durée de deux ou trois périodes de 3 ans maximum justifiée par des contraintes techniques et financières (Art. L. 111-7-7 III du CCH)
- ou un patrimoine dont la mise en accessibilité est complexe selon les critères définis par l'article L. 111-7-7 IV du CCH et sur une durée de trois périodes de trois ans maximum

Les actions concourant à la mise en accessibilité des établissements peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

			ootanono da pabilo.
Liste des ERP	Département d'implantation	Date prévisionnelle de début de la 1ère action de mise en accessibilité de l'ERP (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP
ERP 1		(Island & Coloris & Collins plastically	accessibilité de l'El (l'
ERP 2			
ERP 3			
Married and a land			

Veuillez joindre une note annexe si plus de 3 ERP

Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée ERP concernés par les actions (notion d'« actions » définie plus haut) de mise en accessibilité pour l'ERP en question Année 1 TABLEAU Nº 1 Année 2 Année 3 Période 2 (années 4, 5 et 6) Période 3 (années 7, 8 et 9) Estimation financière de la mise en accessibilité Année 1 TABLEAU Nº 1-Année 2 Année 3 Période 2 (année 4, 5 et 6) Période 3 (année 7, 8 et 9) Total

5.3.3 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur plusieurs ERP ou IOP et une période

Les actions concourant à la mise en accessibilité des installations peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

Date prévisionnelle de début de la 1ère Date prévisionnelle de fin de la Liste des action de mise en accessibilité de l'ERP Département d'implantation demière action de mise en IOP ou IOP (notion d'« actions » définie plus accessibilité de l'ERP ou IOP haut) ERP/IOP ERP/IOP 2 ERP/IOP 3 Veuillez joindre une note annexe si plus de 3 IOP ERP/ IOP concernées par les Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut) pour l'ERP ou l'IOP en question actions de mise en accessibilité Année 1 Année 2 Année 3 Estimation financière de la mise en accessibilité

> Année 3 Total

> Année 1 Année 2

5.4 - Éléments de synthèse pour le calendrier prévisionnel de mise en accessibilité de vos établissements et installations

		Nombre d'établissements ou installations pour lesquels la mise en accessibilité est achevée dans l'année ou la période						
		1e cat	2e cat	3e cat	4e cat	5e cat	IOP	
	Année 1		1			26		
Période 1	Année 2					7		
	Année 3					7		
Période 2		1		2		17		
Période 3					1	1		
	TOTAL:	1	1	2	1	58		

5.5 - Dérogations

Des demandes de dérogation seront-elles susceptibles	d'être sollicitées dans le cadre de la mise en œuvre de cet agenda ?
--	--

Oui 🛛 dans ce cas, en joindre la liste indicative Non 🗌

6. Engagement du demandeur et des co-signataires le cas échéant

J'atteste avoir qualité pour demander l'approbation du présent Agenda d'accessibilité programmée :

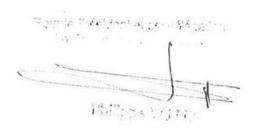
Je (nous) soussigné(s), auteur(s) de la demande, certifie (ions) exacts les renseignements qui y sont contenus.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier et par les chapitres II et III du titre II du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment celles concernant l'accessibilité et m'engage à respecter les règles du code de la construction et de l'habitation.

Signature du demandeur et des co-signataires le cas échéant

A ROUEN

Le 16/09/2015



Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre

Si vous êtes un particulier: La loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant lorsqu'ils ne portent pas atteinte à la recherche d'infractions fiscales et la possibilité de rectification sous réserve des procédures prévues au code général des impôts et au Livre des procédures fiscales. Ces droits peuvent être exercés à la préfecture. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.



Ministère chargé de la construction

Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)

Veuillez cocher les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reporter le numéro correspondant sur la pièce jointe.

L'attention du demandeur est attirée sur le fait que la commission d'accessibilité pourra lui demander des pièces complémentaires si la compréhension du projet le nécessite.

Pièces		Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
Imprimé de demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée	\boxtimes	1	2
Dossier destiné à la vérification de la demande d'approbation de l'approgrammée	Age	nda d'ac	cessibilité
Pièces		Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaire à fournir
Si votre demande concerne plusieurs établissements et installations, ou uniquement des installations ouvertes au public – un projet stratégique de mise en accessibilité de l'ensemble des établissements et installations qui décrit : • les orientations et les priorités, notamment géographiques, techniques ou de stratégie d'évolution du patrimoine, retenues pour la mise en accessibilité de l'ensemble de ces établissements et installations, ainsi que les raisons de ces choix			
 les éventuelles mesures de mutualisation ou de substitution proposées pendant la durée de l'agenda le coût de la mise en accessibilité de l'ensemble des établissements et installations 	\boxtimes	2	2
 un tableau reprenant : un calendrier présentant le début et la fin prévisionnels des actions de mise en accessibilité de chaque établissement ou installation de l'agenda sur chacune des périodes et sur chacune des années de la première période, en y précisant le département d'implantation 			
 Si votre dossier comporte une demande d'étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité (cf. demande d'octroi de périodes supplémentaires) en raison d'une situation financière délicate, les éléments permettant d'apprécier sa situation budgétaire et financière prévus au IV de l'article D. 111-19-34 du code de la construction et de l'habitation Si vous êtes une personne de droit privé ou un établissement public dont les opérations comptables sont exécutées suivant les usages du commerce, l'attestation du commissaire aux comptes ou de l'expert comptable quand elle est exigée par l'arrêté prévu au VI de l'article D. 111-19-34 du code de la construction et de l'habitation. 		3	2
Si le propriétaire ou l'exploitant de cet (ces) établissement(s) ou installation(s) est une collectivité territoriale ou un établissement public, la délibération de, respectivement, son organe délibérant ou son conseil d'administration, l'autorisant à présenter la demande de validation de l'agenda	\boxtimes	4	2
Si le propriétaire ou l'exploitant de cet (ces) établissement(s) ou installation(s) est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale, les modalités de la politique d'accessibilité menée sur le territoire et tout particulièrement les concertations menées avec les représentants des commerçants sur les questions de voirie et d'accès de leurs établissements recevant du public		5	2
Si des concertations ont été menées pendant l'élaboration de l'Agenda avec les partenaires du projet, dont notamment les associations de personnes handicapées, les comptes-rendus des dites concertations		6	2
En cas de co-signataires, les engagements financiers de chacun d'eux		7	2



DIRECTION DU DOMAINE DEPARTEMENTAL SERVICE TRAVAUX

Agenda d'Accessibilité Programmée

Projet stratégique de mise en accessibilité des établissements recevant du public, propriétés du Département de Seine Maritime

Le Département possède un patrimoine dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe en raison des exigences de continuité de service, du nombre de communes d'implantation, du nombre et de la surface des bâtiments concernés et du montant des investissements nécessaires à la mise en accessibilité. Pour ces raisons, le Département s'engage dans la mise en place d'un agenda d'accessibilité programmée sur trois périodes de trois ans.

Nombre de communes d'implantation des bâtiments à traiter : 34. Nombre de bâtiments à traiter : 63.

1 / Orientations et priorités pour la mise en accessibilité de l'ensemble des établissements recevant du public

Le Département s'est engagé dans la mise en accessibilité de ses bâtiments depuis mai 2007, date à laquelle un schéma directeur a été retenu et validé par la Commission Permanente du Département, suite à la réalisation des diagnostics accessibilité.

Sur l'ensemble de son patrimoine bâti, 53 établissements recevant du public ont reçu une attestation de conformité accessibilité. Ces dernières ont été adressées en février 2015 au Préfet du Département.

L'agenda d'accessibilité programmée portera sur la mise en accessibilité de 63 sites sur trois périodes de trois ans.

Pour l'ensemble des 3 périodes, les sites ont été regroupés en fonction de la complexité des travaux à réaliser

Les bâtiments constituant la première période sont principalement des établissements recevant du public à caractère administratif.

La deuxième période de l'Ad'AP traite principalement des sites culturels, sites dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe et nécessitant d'éventuelles demandes de dérogations pour la mise en place de mesures de substitution.

Enfin, la troisième période de l'Ad'AP regroupe deux sites : le parc de Clères et le site emblématique de l'Abbaye de Jumièges.

L'Hôtel du Département, constitué de 6 bâtiments, représentant le volume bâti le plus important et afin de limiter l'impact des interventions et leur durée, le volet « accessibilité » de l'Hôtel du Département sera traité au sein d'une opération commune regroupant le Plan Climat Energie Territorial (PCET) et la sécurité incendie. Les études préalables et le programme sont prévus en 2015. Les études de conception pourront alors commencer au cours de l'année 2016 et les travaux à partir de 2017 pour une durée de 5 ans.

Le groupe 1 de la 1ère période de l'AD'AP regroupant 15 centres médico sociaux sont actuellement en cours de travaux. Ces derniers seront achevés en fin d'année 2015.

Seine-Maritime



Agenda d'Accessibilité Programmée

DIRECTION DU DOMAINE DEPARTEMENTAL SERVICE TRAVAUX

5-2 CERFA n° 15246*01 - Analyse synthétique de la situation de vos établissements à la date de la demande au regard des obligations d'accessibilité en vigueur définies par l'arrêté prévu à l'article R. 111-19-7 du Code de la Construction et de l'Habitation

Le Département possède un patrimoine bâti, classé établissement recevant du public, très diversifié.

Pour certains sites, les plus récents, les travaux peuvent porter uniquement sur la mise en conformité accessibilité du bâtiment pour les types de handicaps suivants : visuel, auditif ou mental.

Pour les gendarmeries, seul l'accueil sera traité.

La majorité des sites étant des ERP classés en 5 em catégorie (Centre médico-sociaux, bâtiments administratifs) et les décrets d'application le permettant, il sera recherché dans la mesure du possible des solutions organisationnelles pour ne pas avoir d'ascenseur à créer dans les sites n'en disposant

Enfin, des travaux de mise en conformité accessibilité ont d'ores et déjà été menés dans les sites culturels (stationnement, cheminement, accès, toilettes).

Pour ces établissements il s'agira d'étudier une mise en accessibilité globale du site afin de permettre à toutes personnes en situation de handicap d'accéder à l'ensemble des prestations proposées.

5-5 CERFA n° 15246*01 - Dérogations

Liste indicative des sites pouvant faire l'objet d'une demande de dérogation dans le cadre de la mise en œuvre de l'agenda d'accessibilité programmée.

- CMS Malaunay
- Direction des Transports et Services Vétérinaires
- Association « Le bateau de Brotonne »
- Musée Victor Hugo
- Comité Départemental du Tourisme
- Musée Pierre Corneille
- Musée de la Tour Jeanne d'Arc
- Musée des Antiquités
- Colombier de Boos
- Hôtel des Sociétés Savantes
- Château de Martainville
- Domaine Abbatial St Martin de Boscherville
- Parc de Clères
- Abbaye de Jumièges

2/ Mesures de substitution proposées pendant la durée de l'agenda

Des mesures de substitution seront systématiquement proposées si la mise en accessibilité du site est techniquement impossible ou s'il s'agit de préserver un bâtiment classé ou encore s'il y a disproportion manifeste entre l'amélioration envisagée et les conséquences notamment du fait du coût des travaux.

La majorité des sites étant des ERP classés en 5^{ème} catégorie (Centre médico-sociaux, bâtiments administratifs) et les décrets d'application le permettant, il sera recherché dans la mesure du possible des solutions organisationnelles pour ne pas avoir d'ascenseur à créer dans les sites n'en disposant pas.

Les gestionnaires des sites seront par conséquent associés à la démarche.

3 / Coût de la mise en accessibilité de l'ensemble des établissements recevant du public

Le coût de la mise en accessibilité des 63 sites est estimé à environ 7 200 000 € TTC.

o 1.

Le premier volet de cette concertation consiste en la création d'un agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) et le second volet à procéder à un ajustement de l'environnement normatif concernant les ERP, le logement, la voirie et le transport.

La loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014 habilite le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

L'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des ERP, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées, a modifié les dispositions issues de la loi du 11 février 2005.

L'ordonnance prévoit la mise en place d'un outil, l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) pour les ERP afin de prolonger, au-delà de 2015, le délai permettant d'effectuer les travaux de mise en accessibilité des ERP.

Le décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 fixe les dispositions relatives au contenu du dossier d'Ad'AP et au dépôt de la demande d'approbation. L'Ad'AP est un document de programmation pluriannuelle qui précise la nature des travaux et leur coût et engage le gestionnaire d'établissement, en l'occurrence le Département, qui le signe, à réaliser des travaux dans un délai de 1 à 3 ans.

Pour un patrimoine particulièrement complexe, le délai de mise en accessibilité pourra porter sur trois périodes de 3 ans. L'Ad'AP doit être déposé <u>avant le 27 septembre 2015</u> en Préfecture.

Au vu de l'ensemble des éléments qui précède, je vous demande de bien vouloir m'autoriser à présenter la demande d'approbation de notre Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP). Les travaux d'accessibilité s'échelonneront sur trois périodes de 3 ans (2015-2024) pour l'ensemble des 62 sites repris dans les tableaux de programmation ci-annexés (annexes 1 et 2).

Je vous demande de bien vouloir adopter le dispositif de délibération ci-annexé.

1

DEPARTEMENT DE SEINE-MARITIME EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE

Convocation en date du 16 juin 2015

SEANCE DU 6 JUILLET 2015

PRESIDENCE : M. Martin, Président du Département

DELIBERATION N° 3.14

ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP DES BÂTIMENTS PROPRIÉTÉS DU DÉPARTEMENT - PROGRAMMATION DES TRAVAUX POUR LA MISE EN CONFORMITÉ POUR L'ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES HANDICAPÉES DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (E.R.P.) - DÉPÔT D'UN AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE

LA COMMISSION PERMANENTE

VU:

 la loi du 2 mars 1982
 la loi du 6 février 1992
 le code général des collectivités territoriales les propositions de M. le Président entendues;
 après avoir constaté la présence du quorum légal de ses membres

Vu :

- la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
- le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L.111-7 à L.111-8-4,
- l'arrêté du 21 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R-111-19-8 et R.111-19-11 du Code de la Construction et de l'Habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public,
- la délibération n° 1.6 du Conseil Général du 11 octobre 2005 adoptant la charte départementale des accessibilités 2005-2010, notamment son article 1, titre II,
- la délibération n° 1.8 du Conseil Général du 11 octobre 2005 relative à l'adoption du schéma départemental en faveur des personnes en situation de handicap 2005-2010, notamment son article 1.3.1 relatif à l'élaboration de la charte départementale des accessibilités 2005-2010 fixant les principes et les engagements précis sur l'ensemble des domaines de la collectivité,
- sa délibération n° 2.29 du 21 mai 2007, relative à la validation du scénario de mise en accessibilité du patrimoine départemental,
- la délibération n° 2.9 du Conseil Général du 11 décembre 2007 relative à l'autorisation de création d'une Décision Pluriannuelle d'Investissement de 10,5 M€ TTC pour la réalisation des aménagements et travaux de mise en conformité à la réglementation sur l'accessibilité aux personnes en situation de handicap des établissements recevant du public.

 la loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mésures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées, • •

- l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 modifiant les dispositions issues de la loi du 11 février 2005,
- cette même ordonnance prévoyant la mise en place d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) pour les ERP afin de prolonger, au-delà de 2015, le délai permettant d'effectuer les travaux de mise en accessibilité des ERP.
- le décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 fixant les dispositions relatives au contenu du dossier d'Ad'AP et au dépôt de la demande d'approbation, engageant ainsi le gestionnaire d'établissement qui le signe à réaliser des travaux dans un délai de 1 à 3 ans. Pour un patrimoine particulièrement complexe, le délai de mise en accessibilité pourra porter sur trois périodes de 3 ans, l'Ad'AP devant être déposé avant le 27 septembre 2015.

Considérant :

- la démarche engagée par le Département de Seine-Maritime pour la mise en accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public, propriétés du Département (hors collèges),
- le programme de travaux de mise en accessibilité des établissements recevant du public sur la période 2015-2024 (ci-joint en annexe 1), pour un montant prévisionnel estimé à environ 7 200 000 € TTC (valeur février 2015),
- le programme des travaux 2015-2018 pour la première période de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (ci-joint en annexe 2).

A l'unanimité.

Décide :

- d'autoriser la présentation de la demande d'approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) du Département auprès des autorités compétentes, les travaux d'accessibilité s'échelonnant sur trois périodes de 3 ans pour l'ensemble des 62 sites repris dans les tableaux de programmation ci-annexés.
- de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs fixés par l'Ad'AP,
- d'imputer les dépenses afférentes sur les crédits inscrits au chapitre 23, article 231351, fonction 0202 du budget départemental.

Le Président du Département

Pascal MARTIN

Le Président du Département de Seine-Maritime certifie le caractère exécutoire de cette délibération en application de l'article L.3131-1 du C.G.C.T.

Délibération reçue en Préfecture le : 17 JUIL. 2015

Délibération affichée le : 20 JUIL. 2015



RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT

- 6 JUIL. 2015

SERVICE:

DIRECTION DU DOMAINE DÉPARTEMENTAL

Service Travaux

Nº3.14

OBJET : ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP DES BÂTIMENTS PROPRIÉTÉS DU DÉPARTEMENT - PROGRAMMATION DES TRAVAUX POUR LA MISE EN CONFORMITÉ POUR L'ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES HANDICAPÉES DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (E.R.P.) - DÉPÔT D'UN AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE

Le présent rapport a pour objet de présenter les principaux axes du programme de mise en accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public (E.R.P.), propriétés du Département (hors collèges) et d'engager le dépôt d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) avant le 27 septembre 2015.

RAPPELS:

La loi du 11 février 2005 sur « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » a donné aux collectivités de nouvelles obligations pour l'intégration des personnes handicapées, notamment sur le plan de l'accessibilité des bâtiments, de la voirie, des espaces publics, des logements et des transports publics. L'accessibilité est définie comme la possibilité de se déplacer, de circuler, de participer, de jouir des équipements et des activités, offerts par le lieu, en autonomie maximale.

La loi du 11 février 2005 impose que les établissements publics et privés recevant du public soient accessibles aux personnes handicapées avant le 1^{er} janvier 2015.

Par délibération n° 1.6 du 11 octobre 2005, le Département a adopté la charte départementale des accessibilités 2005-2010. Conformément à son article 1, titre II, le Département a réalisé un diagnostic de l'accessibilité pour chaque bâtiment dont il est propriétaire.

Par délibération n° 1.8 du 11 octobre 2005 de la 3^{ème} réunion ordinaire de l'assemblée plénière du Conseil Général, le Département a adopté le schéma département en faveur des personnes en situation de handicap 2005-2010.

En effet, le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation modifie le code de la construction et de l'habitation et impose de réaliser des diagnostics de l'accessibilité dans les ERP du premier groupe (de la 1ère à la 4ème catégorie) avant le 1er janvier 2011 (Art. R. 111-19-9 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Après consultation, en juin 2006, le Cabinet HANDIGO a été retenu pour évaluer l'accessibilité aux personnes en situation de handicap, des bâtiments propriétés du Département de Seine-Maritime (hors collèges).

Chaque diagnostic a été réalisé en décomposant l'accès aux bâtiments et aux services pour les quatre types de handicap (moteur, visuel, auditif, mental) – la chaîne de déplacement et d'utilisation des services a été décomposée pour chaque type de handicap.

Cette méthodologie permet d'identifier tout obstacle à l'accès et à l'usage du bâtiment.

La première phase de l'étude a porté sur 158 sites. Il a été constaté que les bâtiments départementaux récents sont accessibles aux personnes à mobilité réduite. L'accessibilité des bâtiments aux personnes déficientes auditives, visuelles et mentales exigée par les arrêtés du 1^{er} août 2006 et 21 mars 2007 nécessitent des aménagements.

Elaboration et choix du scénario de mise en accessibilité

La diversité du patrimoine, propriété du Département, a nécessité une décomposition en fonction de l'usage de chaque bâtiment. Trois catégories de bâtiments ont été recensées :

- les établissement recevant du public (ERP),
- les établissements dont l'accès au public est limité,
- les établissements ne recevant pas de public.

Après avis du comité de pilotage et compte tenu des obligations réglementaires recensées à ce jour, la mise en accessibilité des bâtiments n'accueillant pas de public n'a pas été retenue (locaux généralement à usage des directions techniques). Les lieux de travail feront l'objet d'études d'aménagement du poste de travail en fonction des besoins réels de la personne handicapée dans le cadre de procédures d'embauche ou de réemploi.

Le nombre de bâtiments à rendre accessibles au titre des obligations sur les ERP est ainsi ramené à 114.

Les scénarii de mise en accessibilité du patrimoine départemental ont été élaborés suivant trois logiques (réglementaire, qualité d'usage et intermédiaire) permettant de prendre en compte les obligations légales, les besoins réels, la question de la faisabilité et du coût des aménagements :

- scénario n° 1 : mise en accessibilité réglementaire ; scénario de base répondant aux exigences de la réglementation.
- scénario n° 2 : mise en accessibilité répondant à une qualité d'usage optimale ; scénario intégrant l'importance de la signalétique, le renforcement des contrastes, la diversité et l'ergonomie des assises, le traitement de la sécurité.
- scénario n° 3 : mise en accessibilité intermédiaire ; scénario réglementaire auquel sont intégrés des aspects complémentaires de sécurité du scénario précédent.

A l'issue de la présentation des différentes propositions, le comité de pilotage du projet a émis un avis favorable sur le scénario 3 (intermédiaire). Ce scénario répond aux obligations réglementaires et intègre les demandes des associations de personnes en situation de handicap concernant des aménagements spécifiques liés à la sécurité et au phasage de réalisation.

La Commission Permanente du Département, lors de la séance du 21 mai 2007, a validé le scénario n° 3 pour l'élaboration du programme de mise en accessibilité du patrimoine départemental.

Par délibération n° 2.9 du 11 décembre 2007, le Département a autorisé la création d'une décision pluriannuelle d'investissement de 10,5 M€ pour la réalisation des aménagements et travaux de mise en conformité à la réglementation sur l'accessibilité aux personnes en situation de handicap des établissements recevant du public.

FAITS

Conformément au schéma directeur de mise en accessibilité du patrimoine bâti du Département, des travaux pour la mise en conformité accessibilité ont été réalisés depuis 2010 pour les sites suivants :

- 13 sites secteur de Dieppe (CMS Londinières, CMS Neuville-les-Dieppe, CMS Eu, CMS Longueville-sur-Scie, UTAS de DIEPPE, CMS Saint-Saëns, CMS Envermeu, CMS Les Grandes Ventes, CMS Doudeville, CMS Cany-Barville, CMS Le Tréport, CMS Offranville, CMS Aumale).
- 11 sites secteur du Havre (CMS Le Havre/Bléville, CMS Bolbec/Damboise, CMS Caudebec-en-Caux, CMS Le Havre/La Mare Rouge, CMS Ourville-en-Caux, CMS Le Havre/Aplemont, CMS Valmont, CMS Le Havre/Sanvic, CMS Le Havre/Caucriauville, La Maison du Département de Lillebonne, UTAS Le Havre).
 - Maison Départementale pour les Personnes Handicapées de ROUEN.
- Théâtre Romain de LILLEBONNE (création d'une billetterie et d'un accueil accessible aux personnes handicapées, de 2 sanitaires adaptées, d'un élévateur extérieur et d'un cheminement piétonnier).

Actuellement une opération est menée pour la mise en conformité accessibilité pour 15 centres médico-sociaux sur le secteur de ROUEN (CMS Saint-Etienne-du-Rouvray/Château Blanc, CMS Gournay-en-Bray, CMS La Feuillie, CMS Caudebec-les-Elbeuf, CMS Buchy, CMS Rouen/Flaubert, CMS Rouen 1 Square des Arts, CMS Saint-Aubin-les-Elbeuf, CMS Montville, CMS Forges-les-Eaux, CMS Franqueville-Saint-Pierre, CMS Petit-Quevilly, CMS Rouen 6 Europe, CMS Duclair, CMS Petit-Couronne). La phase étude est terminée et les travaux débuteront au 2ème semestre 2015.

En septembre 2012, une mission conjointe du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable, de l'Inspection Générale des Affaires Sociales et du Contrôle Général Economique et Financier sur les modalités d'application des règles d'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées, a conclu que l'obligation qui était faite aux établissements recevant du public de se mettre en conformité, avant le 1^{er} janvier 2015, avec les normes d'accessibilité, ne pourrait être tenue.

A l'occasion du Comité Interministériel du Handicap (CIH) du 25 septembre 2013, le Gouvernement a décidé de lancer deux chantiers de concertation pour « compléter et améliorer le volet accessibilité de la loi du 11 février 2005 ».



PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service Connaissance Aménagement
et Urbanisme

LE HAVRE, le 25/10/2019

Bureau Droit des Sols Accessibilité
Pôle du HAVRE

Dossier suivi par : Caroline LASSELIN

Tél.: 02.35,19.52.59 Fax: 02.35,19.52,03 caroline.lasselin@scine-maritime.gouv.fr DEPARTEMENT DE LA SEINE MARITIME

Quai Jean Moulin CS 56101

76010 ROUEN

A l'attention de Monsieur Pascal MARTIN

Bordereau d'envoi

Objet : Avis de la CCDSA relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées

Désignation	Nombre	Observations		
- Procès verbal de la SCDA du 15/10/2019	1			
- Arrêté préfectoral du 25/10/2019	1	Etablissement: Musée Victor Hugo		
- Attestation d'achèvement des travaux				
	7 10 10			

Caroline LASSELIN



PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des territoires et de la mer

COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ

PÔLE DU HAVRE

SCDA

Dossier suivi par : Laurence LECOINTRE

Réunion du mardi 15 octobre 2019

Tél.: 02 35 19 52 15 Fax: 02 35 19 52 03 laurence.lecointre@ seine-maritime.gouv.fr

AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES

Procès verbal de la réunion

Textes de référence

Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 111-7 à L. 111-8-4 et les articles R. 111-18 à R. 111-19-

Arrêté du 8 décembre 2014; Arrêté du 15 décembre 2014; Arrêté du 27 avril 2015; Arrêté du 20 avril 2017;

DOSSIER Nº AT 076 164 19 L 0004

No urbanisme:

 N° de l'Ad'ap de rattachement : AA 076 540 15 E 0002

Commune: RIVES-EN-SEINE

Demandeur: DEPARTEMENT DE LA SEINE MARITIME représenté(e) par M MARTIN - Pascal

Adresse du demandeur : Quai Jean Moulin 76010 ROUEN 56101

Nom établissement : Musée Victor Hugo

Adresse des travaux : 19 Rue Ernest Binet 76490 RIVES-EN-SEINE

Type: Y Musées / Catégorie ERP: 5

Nature des travaux :

Travaux de mise en conformité des cheminements extérieurs

Demande de dérogation : oui, 1 point(s) dérogatoire(s)

Point dérogatoire 1 : disproportion manifeste à rendre le kiosque accessible aux personnes en fauteuil roulant

Membres permanents de la commission présents :

M. Le PRÉFET, représenté par M. Philippe GARRIC, Président de la Commission

M. Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

M. STHALY Patrick, Représentant d'association de personnes handicapées (A.P.A.J.H.),

Mme AUBE Martine, Représentante d'association de personnes handicapées (A.P.M.), mandat à Association de personnes handicapées (A.F.F.)

Mme GRANCHER Claudine, Représentante d'association de personnes handicapées (A.F.F.) M. PION Rémi, Association départementale des Maires

Mme BRÉ Cécile, Représentante des propriétaires et exploitants des établissements recevant du public (CCI Seine Estuaire), mandat à Association départementale des Maires

MOTIVATION

- sur l'autorisation : Favorable

- sur la dérogation : Favorable

PRESCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS

L'ouverture de la porte du sanitaire accessible sera inversée, avec une ouverture par la gauche, afin de respecter un espace de manœuvre de porte de 1,20 m sur 2,20 m en tirant (article 10 de l'arrêté du

AVIS DE LA COMMISSION

La commission émet un avis favorable à la réalisation de ce projet. Cet avis est assorti des prescriptions et recommandations énumérées ci-dessus.

L'attention est attirée sur le fait que lorsque les actions de mise en accessibilité seront achevées, une attestation d'achèvement de travaux devra être adressée dans un délai de 2 mois à la DDTM, bureau du Droit des sols et de l'Accessibilité, 2 rue st Sever, 76032 Rouen, en pli recommandé avec AR. Il conviendra de bien mentionner le numéro de l'AT précédemment validée dans le cadre de l'Ad'Ap de patrimoine.

L'attestation sur l'honneur sera accompagnée de toutes pièces justifiant la réalisation des travaux et actions de mise en conformité aux règles d'accessibilité prévus dans le cadre de l'ad'ap de patrimoine de rattachement (photographies, factures ...).

> A LE HAVRE, le mardt 15 octobre 2019 Pour le préfet

Le président de la commission



PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

DOSSIER Nº AT 076 164 19 L 0004

No urbanisme:

Commune: RIVES-EN-SEINE

Demandeur : DEPARTEMENT DE LA SEINE MARITIME représenté(e) par M MARTIN - Pascal

Adresse du demandeur : Quai Jean Moulin 76010 ROUEN 56101

Nom établissement : Musée Victor Hugo

Adresse des travaux : 19 Rue Ernest Binet 76490 RIVES-EN-SEINE

Références cadastrales :

Type / catégorie ERP : Y Musées / 5

Nature des travaux:

Travaux de mise en conformité des cheminement extérieurs

Demande de dérogation : oui, 1 point(s) dérogatoire(s)

Point dérogatoire 1 (disproportion manifeste) : disproportion manifeste à rendre le kiosque accessible aux personnes en fauteuil roulant

le Préfet.

VU la demande de dérogation référencée ci-dessus,

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 111-7 à L. 111-8-4 et les articles R. 111-18 à R. 111-19-47;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014;

VU1 'arrêté du 15 décembre 2014;

VU l'arrêté 19-112 du 23 avril 2019, modifié, portant délégation de signature à Monsieur Laurent BRESSON, directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime en matière d'activités;

Vu la décision nº 19-054 du 3 octobre 2019, portant subdélégation de signature en matière d'activités ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017;

VU l'avis formulé le mardi 15 octobre 2019 par la SCDA;

Considérant :

- que le bâtiment est existant ;
- qu'il y a 5 marches d'une hauteur totale de 1 m pour accéder dans le kiosque ;
- que la mise en accessibilité du kiosque aurait une emprise trop importante au vu de l'espace disponible;
- que la prestation sera offerte dans un autre point accessible ;
- que la disproportion manifeste est démontrée ;

ARRETE

Article 1

La dérogation est accordée.

Article 2

Le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime et le maire de la commune du projet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

A Rouen, le 2 5 OCT. 2019

Pour le préfet, et par subdélégation

Le responsable du bureau du droit des sols et de l'accessibilité

Philippe GARRIC

Voies de recours :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. Le demandeur pourra également saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans le même délai. En application de l'article R.414-6 du code de justice administrative, les personnes physiques ou morales ont la faculté d'utiliser la voie dématérialisée sur le site internet "www.telerecours.fr" pour saisir la juridiction administrative compétente.

en bleu : Zones à remplir

Attestation d'achèvement des travaux et/ou actions de mise en accessibilité prévus dans un agenda d'accessibilité programmé (Ad'AP) approuvé d'un ERP de 5ème catégorie

Attention: en l'absence de dépôt d'une AT validée par la commission compétente, cette attestation d'accessibilité n'est pas recevable. Conformément à l'article D.111-19-46 du code de la construction et de l'habitation,

Je soussigné(e), [M. / Mme] [NOM Prénom], représentant [raison sociale de la personne morale éventuelle + n° SIREN/SIRET]

né(e) le [xx/xx/xxxx] [adresse] à [lieu de naissance] demeurant [adresse de résidence] [propriétaire / exploitant] de l'Établissement recevant du public de 5ème catégorie de type [type de l'établissement]

Situé au [adresse complète] [si possible Section cadastrale et N° de la parcelle], dénommé ou enregistré sous l'enseigne : [nom de l'établissement]

atteste sur l'honneur que tous les travaux et/ou actions de mise en accessibilité de l'établissement sus-mentionné prévus dans

□ l'autorisation de travaux n° [numéro de l'AT] approuvée en date du [date .../...] et inscrite dans l'agenda d'accessibilité programmée de patrimoine n° [numéro de l'Ad'AP] approuvé en date du [date .../...]

ont été conformément réalisés et se sont achevés le [date de fin des travaux et/ou actions de mise en accessibilité]

Afin de justifier la réalisation des travaux et/ou actions de mise en accessibilité, sont joints à cette attestation, des [photos, factures des entréprises ayant réalisé les travaux, factures des matériels et/ou fournitures]

Cette attestation vaut attestation d'accessibilité.

J'ai pris connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation, en application des articles 441-1 et 441-7 du code pénal.

Attestation établie le [date]

Signature:

Attestation à adresser :

- Original à à la Direction départementale des territoires et de la mer de la Seine-Maritime (DDTM Bureau du Droit des Sols et de l'Accessibilité – Cité administrative – 2 rue St Sever – 76032 ROUEN CEDEX)
- Copie à la mairie de la commune d'implantation de l'ERP

Références législatives et réglementaires

Article D 111-19-46 du code de la construction et de l'habitation

I.-L'attestation d'achèvement, prévue par l'article L. 111-7-9, des travaux et autres actions de mise en accessibilité qui, figurant dans un agenda d'accessibilité programmée approuvé, ont finalement été nécessaires à la mise en accessibilité est établie par un contrôleur technique titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments ou par un architecte au sens de l'article 2 de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture. L'attestation prévue par l'article L. 111-7-4 en tient lieu pour les travaux soumis à un permis de construire.

II. Toutefois, lorsque l'agenda d'accessibilité ne concerne que des établissements recevant du public de cinquième catégorie, l'attestation peut être établie par le propriétaire ou l'exploitant. Elle est alors accompagnée de toutes pièces justifiant la réalisation des

travaux et actions prévus par l'agenda.

III.-Cette attestation est adressée, dans les deux mois qui suivent l'achèvement des travaux et actions de mise en accessibilité, au préfet¹ ayant approuvé cet agenda par pli recommandé avec demande d'avis de réception ainsi qu'à chacune des commissions pour l'accessibilité prévues à l'article L. 2143-3 du code général des collectivités territoriales des communes concernées, qui la transfèrent, le cas échéant, à la commission intercommunale compétente.

Lorsque le préfet estime insuffisamment probantes les pièces produites sur le fondement du II, il peut demander une attestation d'achèvement établie selon les modalités prévues

au I, qui doit lui être adressée dans les deux mois suivant sa demande.

Article 441-1 du code pénal

Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques.

Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros

d'amende.

Article 441-7 du code pénal

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :

- 1º D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- 2° De falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ;
- 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

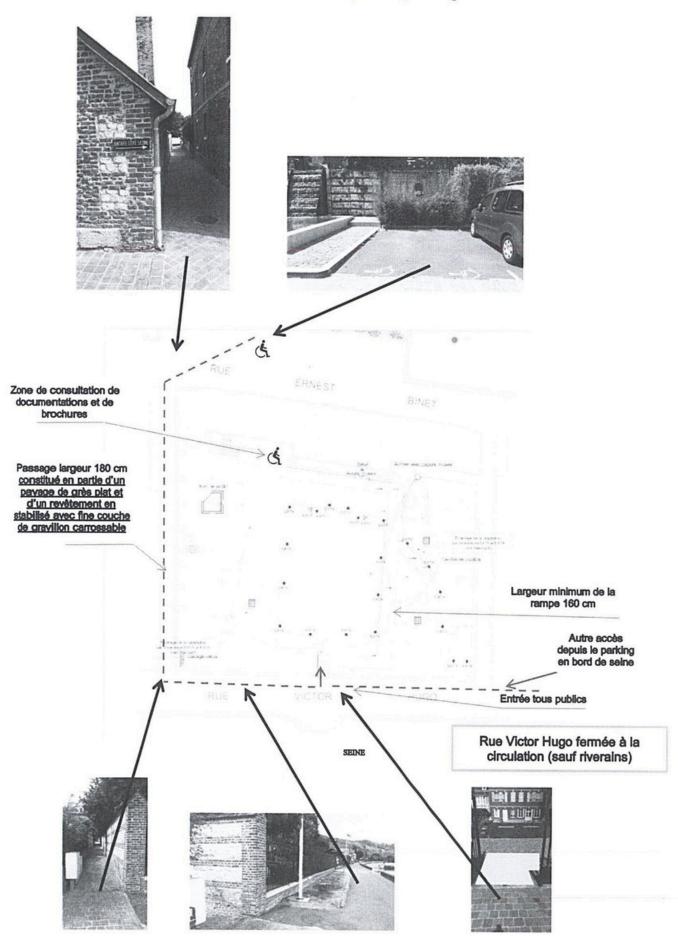
Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui.

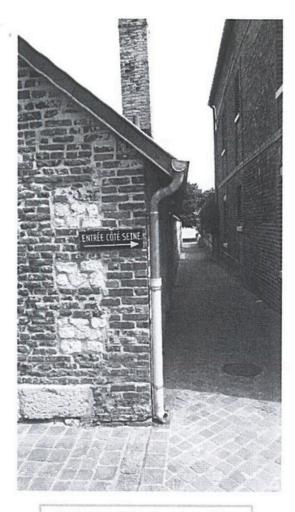
¹ Le préfet est représenté par les services de la DDT(M)

MUSEE VICTOR HUGO 76490 - VILLEQUIER- RIVES- EN-SEINE

AMENAGEMENTS EXTERIEURS

Cheminement PMR depuis le parking





Accès depuis la place de parking située rue Ernest Binet

Pavés de grès plats (domaine public)





Extrémité du cheminement depuis la rue Ernest Binet et débouchant sur la rue Victor Hugo

Revêtement en stabilisé recouvert d'une fine couche de gravillon carrossable (domaine public)

Entrée du public depuis la rue Victor Hugo De plain-pied sans ressaut

Pavés de grès plats puis jonction avec le futur cheminement en béton désactivé



Direction Régionale des Affaires Culturelles de Normandie

Collectivités territoriales (communes, départements et région)

DEMANDE DE SUBVENTION 2019 MUSEES

Ce dossier doit être adressé à

Monsieur le Directeur régional des affaires culturelles de Normandie 13 bis rue Saint Ouen 14052 CAEN CEDEX 4

Nom et cachet de la collectivité :

"Tout dossier incomplet ne pourra être étudié"

Cocher la case correspondant à votre situation :

□ première demande

□ renouvellement d'une demande (au cas où vous auriez déjà bénéficié d'une subvention sur les exercices antérieurs)

Constitution du dossier de demande de subvention

Liste des pièces à fournir

Pour toute demande

- Formulaire de demande de subvention « Collectivités » comprenant :
 - Le descriptif détaillé de l'action
 - Le budget prévisionnel de l'action
- Une délibération de l'organe délibérant mentionnant le vote de la dépense et la sollicitation financière de la DRAC. (Il n'est pas nécessaire d'indiquer le montant : la mention "au montant le plus élevé possible" suffit.)
- N° SIRET de la collectivité percevant la subvention
- Relevé d'identité bancaire
- Le cas échéant :
 - Licence d'entrepreneur de spectacles, date d'attribution et nom du titulaire
 - Certificats attestant que l'organisme est en règle vis à vis des organismes sociaux, de la SACEM etc...

Pour un renouvellement de demande de subvention* vous devez également fournir

*(au cas où vous auriez déjà bénéficié d'une subvention sur les exercices antérieurs)

- le compte rendu financier de l'opération précédemment financée
- le compte rendu qualificatif et quantitatif de cette opération.

Après attribution de la (les) subvention(s)

- Pour justifier de l'utilisation des fonds qui vous auront été accordés, vous devrez transmettre au(x) service(s) qui vous les ont versées un compte – rendu financier de la subvention accordée, ainsi qu'un compte – rendu qualitatif et quantitatif. (cf. annexes)
- Ces documents doivent être transmis au(x) service(s) au plus tard dans les 6 mois qui suivent la fin de l'exercice comptable pour lequel la(ou les) subvention(s) a(ont) été attribuée(s)

La participation du Ministère de la Culture et de la Communication – DRAC de Normandie devra être mentionnée sur les ouvrages édités, sur tout document de valorisation des projets (affiche, plaquette...) avec le logo du ministère, ou lors de toute information (presse écrite, radio, télévision).

Pour ce faire, nous vous remercions de contacter la Cellule communication de la DRAC – Elodie Philippe pour le site de Rouen au 02 32 10 71 03

Présentation de votre collectivité

Identification	
Nom de votre collectivité : CONSEIL D	DÉPARTEMENTAL DE LA SEINE-MARITIME
Adresse: Quai Jean Moulin	
Code postal: 76101 Co	ommune: ROUEN
Téléphone : 02 35 03 52 10 Portab	le:
Courriel :	
Adresse du site Internet : https://ww	
Numéro de SIRET :	
	rente :
	sentant(e) légal(e) de la collectivité
Nom : MARTIN	Prénom : PASCAL
Qualité : PRÉSIDENT	
Téléphone :	Portable :
Courriel:	

Identification de la personne chargée du dossier de subvention

Nom: DORION-PEYRONNET Prénom: CAROLINE

Fonction: CHEF DU SERVICE DES SITES ET MUSÉES

Téléphone : 02 35 15 69 24 Portable : 06 99 85 56 08

Courriel: caroline.dorion-peyronnet@seinemaritime.fr

Description de l'action (une fiche par action)

Personne chargée de l'action (si différente de la personne chargée du dossier)

Nom : Prénom :
Fonction :
Téléphone : Portable :
Courriel :
Présentation de l'action
Intitulé de l'action :
Modélisation 3D des espaces d'exposition permanente des musées du Département. Les deux musées du France du Département, le Musée des Traditions et Arts Normands et la Maison Vacquerie – Musée Victor Hugo sont installés dans des bâtiments dont certains espaces d'exposition ne sont pas accessibles au public. Ainsi, la modélisation 3D de ces espaces non accessibles est une mesure compensatoire à l'accessibilité. De plus, il propose une aide à la visite, au sein de la modélisation sera intégré des balises que permettront de mettre en valeur certains éléments (œuvre, salle, vue) sous toutes forme de média possible (photo, texte, vidéo, son etc.). Enfin, cette numérisation 3D permettra de créer une archive du musée et de sa scénographie à un moment donné. Les modélisations seront accessibles sur écran tactile au rdc de chacun des sites.
Nouvelle action X Renouvellement d'une action (au cas où vous auriez déjà bénéficié d'une subvention sur les exercices antérieurs)
Quels sont les objectifs de l'action ?
Proposer une mesure compensatoire à l'accessibilité du public à certains espaces.
Quel en est le contenu ?
Modélisation 3D Et matériel de consultation in situ (écran et mobilier adapté)
Quels en sont les public(s) cible(s) ?
PMR
Quel(s) est(sont) le(s) lieu(x) de réalisation de l'action ?
Musée des Tradions et Arts Normands – Château de Martainville Maison Vacquerie – Musée Victor Hugo / Rives en Seine

Quelle est la date de mise en œuvre prévue de l'action et sa durée?

Quels sont les indicateurs et les méthodes d'évaluation prévus pour l'action ?
Fin 2019 sans limite de durée. Comptage du nombre d'accès.
Taux de récolement à la fin de l'année n-1 :
MTAN – 75 % MVH – 15 %
Copie des procès verbaux envoyés à la DRAC : Non
Si cette action bénéficie d'un mécénat, merci de renseigner les rubriques ci-après : montant :
nom du mécène :
Autres informations pertinentes que vous souhaitez indiquer :
A CONTROL OF THE CONT

Budget de l'action (un budget par action)

Ce document peut être établi sur papier libre

Intitulé de l'action : Modélisation 3D

Exercice 2019

Date de début : Décembre 2019 Date de fin :

CHARGES	MONTANT (2) En EUROS	PRODUITS(1)	MONTAN EN EUROS
harges spécifiques à l'action			20000000000
chats		1 - Ressources propres	4 967 €
restations de services	3 967 €	2 - Subventions demandées :	
latières et fournitures (écran tactile de consuttation)	3 000 €	État : (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))	
ervices extérieurs		DRAC	2 000 €
ocations		51010	2 000 €
ntretien			
ssurances		Région(s):	
utres services extérieurs		Département(s) :	
onoraires			4.0-00-00-00-00-00-00-00-00-00-00-00-00-0
ublicité éplacements, missions		Commune(s):	
		Mécénat :	
harges de personnel			
alaires et charges			

		CNASEA (emplois aidés)	
		Autres recettes attendues (précisez)	
			-
rais généraux			
		Demande(s) de financement communautaire	
		3 - Ressources indirectes affectées	<u> </u>
oût total du projet	6 967 €	Total des recettes	
			1
mplois des contributions volontaires n nature		Contributions volontaires en nature	
ecours en nature		Bénévolat	
ise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
ersonnel bénévole		Dons en nature	
OTAL	6 967 €	TOTAL	6 967 €

(1) Ne pas indiquer les centimes d'euros

Le budget doit être équilibré et présenté TTC.

Déclaration sur l'honneur

Cette fiche doit obligatoirement être remplie pour toute demande (initiale ou renouvellement) quel que soit le montant de la subvention sollicitée. Si le signataire n'est pas le représentant légal de la collectivité, merci de joindre le pouvoir lui permettant d'engager celle - ci.

Je soussigné(e), (nom, prénom et qualité)

représentant(e) légal(e) de la collectivité, de

- certifie exactes et sincères les informations du présent dossier,
- m'engage à mener sous ma responsabilité la ou les actions décrites, dans la limite du montant réel de la subvention versée.
- m'engage à satisfaire aux contrôles réglementaires et à tenir à la disposition des fonctionnaires qualifiés tous documents utiles : pièces comptables, états d'effectifs...
- m'engage à fournir à l'administration le compte rendu financier justifiant l'emploi de cette subvention dans un délai de 6 mois suivant la fin de l'exercice.
- n

-	m'engage à ne pas affecter les sommes versées à un autre objet que celui pour lequel la subvention a été attribuée.	0
-	Demande une subvention de pour l'action suivante : .	
-	Précise que cette subvention, si elle est accordée, devra être versée au compte bancaire de collectivité :	la
Nom	du titulaire du compte :	
Banq	ue ou centre :	
Domi	ciliation :	
Code Numé	banque : guichet : éro de compte :	
Fait le	e à	

Signature:

MUSĒE VICTOR HUGO

Accessibilité

Version 1

ÉTAT DES TRAVAUX PROGRAMMÉS 2020-2021 novembre 2020

Contexte

Le présent document restitue la liste des travaux identifiés sur le site de Villequier par la Mission de la stratégie patrimoniale du Département de la Seine-Maritime comme relevant du volet ADAP accessibilité et programmés lors de la visite sur site effectuée le 8 juillet 2020.

Travaux programmés dans le cadre de l'Ad'AP

Libellé	Programmation	Suivi
Extérieurs - jardins		
Cheminements :	Fin 2021	
Mis en place d'une bande de guidage		
Sanitaires publics 1. Mettre la partie basse du miroir entre 0,9 et 1,05m 2. Les distributeurs de papier et savon doivent être placés entre 0,9/1,3m et contrastés par rapport au support 3. Mettre une signalétique (texte et picto) avec 1ere lettre en Majuscule et le reste en minuscule (ajouter oreille barrée si alarme visuelle) 4. Ajouter une barre de rappel pour fermer la porte à une hauteur de 0,7/1,05m 5. Mettre une barre d'appui latérale horizontale fixée entre 0,7/0,8 m et 0,4m maximum du centre de la cuvette 6. L'abattant de toilette doit être contrasté par rapport à l'environnement (mettre un autocollant) 7. Ajouter une patère entre 0,9/1,3m de hauteur 8. Ajouter une bade de repérage à 1,60m de haut et de 5cm de large (ou mettre un affichage permanent sur la porte vitrée) 9. Mettre en place une alarme visuelle Kios que	Fin 2021	

Libellé	Programmation	Suivi
Mise en place de 2 mains courantes aux normes sur emmarchement kiosque et bande podotactile en tête emmarchement	Fin 2021	
Signalétique Revoir la signalétique directionnelle, d'orientation et de médiation	4 ^{ème} trimestre 2020	
Musée - intérieurs		
Rez-de-chaussée		
Salle A00.020 Salon Vacquerie ou Grand salon Bande podotactile + contraste nez de marche	Fin 2021	
Niveau 1		
Salle A01.E04 - Cage d'escalier Bande podotactile en tête d'escalier	Fin 2021	
Salle A01.080 – Cage d'escalier Bande podotactile en tête d'escalier + nez de marche contrasté	Fin 2021	
Salles A01.C03 et A01.C02 couloir Bande podotactile en tête d'escalier + main courante + nez de marche contrasté	Fin 2021	
Salle A01. E01 – Cage d'escalier Bande podotactile en tête d'escalier + nez de marche contrasté	Fin 2021	
Salle A.01.E07 Bande podotactile en tête d'escalier + nez de marche contrasté	Fin 2021	
Salle A.01.150 Bande podotactile en tête d'escalier + nez de marche contrasté	Fin 2021	
Niveau 2		
Salle A02.020 - Bureau Bande podotactile en tête d'escalier + nez de marche contrasté	Fin 2021	
Salle A02.020 – Médiation Bande podotactile en tête d'escalier + nez de marche contrasté	Fin 2021	
Salle A02.E07 et A02.E01 – Cages d'escalier Bande podotactile en tête d'escalier + nez de marche contrasté	Fin 2021	
Viveau 3 Salle A.03.010 Sande podotactile en tête d'escalier + nez de marche contrasté	Fin 2021	



SECRÉTARIAT GÉNÉRAL À LA MAÎTRISE D'OUVRAGE MISSION DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE ET PATRIMONIALE Dossier suivi par : Pierre LEME Paul-Franck THERAIN Rouen, le 8 juillet 2020

VILLEQUIER - Musée Victor Hugo

État des lieux des travaux restant à réaliser hors PPI

Adresse	Nom/ Titre
DÉPARTEMENT DE SEINE-MARITIME	M. Vincent
DABAME	M. Barbier
DÉPARTEMENT DE SEINE-MARITIME	M. Lemé
SGMO - MISIP	M. Thérain

Le Département a réalisé en 2018 – 2020 des travaux dans le musée Victor Hugo de Villequier en regard de la programmation de travaux du PCET, de l'Adap et des travaux d'entretien.

Ces travaux n'ont pu être menés à terme au vu de la complexité de certains ouvrages notamment sur les objets et éléments immeubles Musée de France.

A l'occasion de la visite du 11 juin 2020, il a ainsi été effectué un bilan des travaux restant à faire et qui relèveraient d'une nouvelle campagne de travaux à programmer pendant l'hiver 2021. Ces travaux ont pour finalité d'achever la restauration de certaines pièces, compris les œuvres Musée de France, d'achever les travaux PCET, et AdAP. Sont exclus de cette analyse les travaux envisagés dans le cadre du PPI.

Deux maîtrises d'œuvre sont proposées :

- DABAME pour les travaux relevant de l'entretien sans contrainte patrimoniale forte,
- DCP pour les travaux Musée de France,
- DCP avec le support technique de la MiSIP pour les travaux sur les bâtiments avec contraintes patrimoniales fortes.

Contenu du programme de travaux hiver 2021 Ne sont indiqués dans le présent tableau que les travaux prévus à court terme selon planches graphiques jointes.

	Libellé	Maîtrise d'œuvre DABAME	Maîtrise d'œuvre DCP	Type Autorisation
	urs – jardins			
	nements :			
Mise er	n place d'une bande de guidage	X		
	res publics		AS C 843 NO.	
1.	mettre la partie basse du miroir entre 0,9 /1,05m les distributeurs de papier et savon doivent être placés entre 0,9/1,3 m et contrastés par rapport au support			
3.	Mettre une signalétique (texte et picto) avec 1ère lettre en Majuscule et le reste en minuscule. (ajouter oreille barrée si alarme visuelle)		(8)	
4.	Ajouter une barre de rappel pour fermer la porte à une hauteur de 0,7/1,05 m			
5.	Mettre une barre d'appui latérale horizontale fixé entre 0,7/0,8 m et 0,4m max du centre de cuvette	Х		Autorisation
6.	L'abattant de toilette doit être contrasté par rapport à l'environnement (mettre un autocollant)			ERP AdAP =
7.	Ajouter une patère entre 0,9/1,3m de hauteur			Accessibilité
8.	Ajouter une bande de repérage à 1,60 de haut et de 5 cm de large (ou mettre un affichage permanent sur la porte vitrée)			+ CT
9.	Mettre en place une alarme visuelle			
Kiosqu	e			
Mise er	place de 2 mains courantes aux normes sur emmarchement et bande podotactile en tête emmarchement.	X		
Signalé	tique a signalétique directionnelle, d'orientation et de médiation		x	

Libellé	Maîtrise d'œuvre DABAME	Maîtrise d'œuvre DCP	Type Autorisation
Couverture : révision complète de la couverture, changement des			
gouttières, révision des lignolets. Sur grand comble : mise en place de tabatières à double vitrage	x		DP obligatoire (abords MH)
lauese - Interieura			的是多数的原理
Rez de chaussée			的是影響的影響
Salle A.00.010 - Accueil : - Scellement de pavés de sol - Mise en peinture du trumeau par un peintre décorateur - MDF : Cheminée : marbre à restituer + nettoyage complet + enduit chaux sur les joues - MDF 1674 - MDF : Grande glace à encadrement doré à restaurer - MDF 446 - MDF : Huile sur toile + glace à restaurer MDF 2020.1	X	X X X	Autorisation Musée de France
Salle A.00.020 – Salon Vacquerie ou grand salon - Corniche décorative, trumeaux, hauts de porte à peindre par un peintre décorateur - MDF: Huiles sur toile 467, 468, 2020.0.2, 2020.0.3, 2020.0.4, 2020.0.5, 2020.0.6 à restaurer, lustrerie MDF 516, 517, 902 à restaurer et glaces MDF 451, 2020.0.2 à restaurer. - Bande podotactile + contraste nez de marche	X	x x	Autorisation Musée de France
Salle A.00.030 - Salle du Billard			
 Tapisserie à refaire + pose cimaises MDF : Restauration de la cheminée (bois teinté) + âtre pavé de ciment 		X X	Autorisation Musée de France
Salle A.00.040 – Local chaudière - A mettre aux normes. Isolement des locaux	х		Autorisation ERP + notice sécurité incendie + CT
Niveau 1			
Salle A.01.010 – Espace Chambre bleue - Restauration des peintures à faux bois par un peintre décorateur		х	
Salle A.01.020 – Chambre grise - Remise en peinture à l'identique - MDF : restauration huile sur toile et trumeau - Restauration des dessus de portes par un peintre décorateur	х	X X	Autorisation Musée de France
Salles A.01.040 et A.01.030 – Espace bow window Remise en peinture à l'identique Dépose des CTBX sur mur Réfection partielle des plâtres Remise en jeu vantail de l'issue de secours	X X X		
Salle A.01.050 – Chambre rose - Remise en peinture à l'identique - MDF 874 : Réfection dorure miroir	x	x	Autorisation Musée de France
Salle A.01.E04 – Cage d'escalier Remise en peinture à l'identique Bande podotactile en tête escalier	X	A	2000-200-200-
Salle A.01.080 et cage d'escalier Remise en peinture à l'identique Réfection du lettrage sur mur Bande podotactile en tête escalier + nez de marche contrasté	X X X		Autorisation ERP AdAP = Notice Accessibilité + CT
Salle A.01.090 – Chambre rouge Remise en peinture à l'identique Réfection de la tapisserie Restauration de la cheminée - Joints	X X X		
Salles A.01.C03 et A.01.C02 – couloir Remise en peinture à l'identique Bande podotactile en tête escalier + main courante + nez de marche contrasté	X X		Autorisation ERP AdAP =
Salle A.01.E01 - Cage d'escalier - Bande podotactile en tête escalier + nez de marche contrasté	X .		Notice Accessibilité + CT

Libellé		Maîtrise d'œuvre DCP	Type Autorisation	
Salle A.01.130 - MDF: restauration des 3 huiles sur toiles des dessus de porte		х	Autorisation Musée de France	
Salle A.01.E07 - Bande podotactile en tête de l'escaliers + nez de marche contrasté	х		Autorisation ERP AdAP =	
Salle A.01.150 - Bandes podotactiles en tête des escaliers + nez de marche contrasté + main courante	х		Notice Accessibilité + CT	
Salles A.02.010 et A.02.130 - Bureaux - Réfection des papiers peints – Choix DCP - Réfection des peintures à l'identique	X X			
Niveau 2	新规定设备金	State of Section		
Salle A.02.020 - Bureau - Bande podotactile en tête escalier + nez de marche contrasté	х	A SOURCE OF THE SECTION OF THE SECTI	Autorisation ERP AdAP =	
Salle A.02.020 – Salle médiation - Bande podotactile en tête escalier + nez de marche contrasté	х		Notice Accessibilité + CT	
Salle A.02.E05 – Cage d'escalier - Remise en peinture à l'identique	х			
Salles A.02.060 et A.02.070 - Remise en peinture à l'identique	x			
Salle A.02.E07 et A.02.E01 – Cages d'escalier - Bande podotactile en tête escalier + nez de marche contrasté	х		Autorisation ERP AdAP = Notice Accessibilité + CT	
Salle A.02.C01			101	
- Remise en peinture à l'identique	X			
Salle A.03.010			DP	
 Création d'un espace de réserve en comble (travaux d'isolation, de cloisonnement en plaques de plâtre, changement des 4 tabatières, peinture, sol, travaux d'accompagnement électricité, SSI, chauffage) Bande podotactile en tête escalier + nez de marche contrasté 	x x		Travaux de couverture Autorisation ERP AdAP = Notice Accessibilité + CT	

Point sur les autorisations :

- Pour les travaux portant sur l'immeuble Travaux DABAME ce dossier nécessitera le dépôt d'une DP mais également d'un dossier ERP et accessibilité (voir notice sécurité incendie, notice accessibilité et contrôleur technique).
- 2. Pour les travaux MDF, un dossier sera à monter auprès du service musée de la DRAC par la DCP.

Qui fait quoi ?

- La DABAME assurera la maîtrise d'œuvre des travaux d'entretien et de réparation sur l'immeuble (musée / sanitaires) et le jardin dans le cadre de ses marchés à bon de commande.
- La DCP assurera la maîtrise d'œuvre des travaux sur les objets MDF. Pour les travaux immeubles nécessitant des compétences spécifiques (tapisserie, intervention peintre décorateur...), la MiSIP sera en support technique pour accompagner la DCP. La mise en concurrence sera assurée par la DCP.
- La MiSIP assurera le dépôt et le suivi des autorisations de travaux immeubles : DP + ERP (hors MDF) sur la base des formulaires cerfa et descriptifs élaborés par la DABAME.

Financement

Ces travaux peuvent émarger sur l'enveloppe budgétaire PO550005T... - AP 2021 - d'un montant de 180 000,00 € TTC correspondant au solde de la fiche budgétaire PCET et Ad'AP.

Fin du présent CR.

Diffusion:

- Présents
- DCP : Mme Dorion Peyronnet, Note Note:
- SGMO : M. Gendre - DNET : M. Thorel - DABAME : M. Place

Autres Annexes

- Document d'aide à l'accueil des personnes handicapées à destination du personnel en contact avec le public
 - 2. Guide de visite en FALC
 - 3. Guide de visite en gros caractères



Accessibilité de l'établissement

1	Bienvenue Au Musée Victor Hugo – Maison Vacquerie			
	→ Le bâtiment et tous le sont accessibles à tous	es services proposés		
	oui oui	☑ non		
	→ Le personnel vous inf bâtiment et des service	orme de l'accessibilité du s		
	☑ oui	non		
2 80 72	Formation du personnel d'accueil de handicap	aux différentes situations		
	→ Le personnel est sensibilisé. C'est-à-dire que le personnel est inform de la nécessité d'adapter son accueil aux différentes personnes en situation en situation.			
	→ Le personnel est formé. C'est-à-dire que le personnel a suivi une pour un accueil des différentes personn			
	→ Le personnel sera formé.			
3	Matériel adapté			
• •	→ Le matériel est entretenu et réparé	☑ oui ☐ non		
	→ Le personnel connait le matériel	☑ oui ☐ non		
	Contact: .T. 02 35 56 78 31 - museevictorhug	go@seinemaritime.fr		
	Consultation du registre public d'accessibilité :			
Cound i	皨 🗆 à l'accueil	🛀 🗆 sur le site internet		
	т : 227 605 409 00019 -: Quai Victor Hugo – 76490 RIVES-EN-SEINE,	Villequier		
	: Federation APAJH, DMA, Unapei Relecteurs : ESAT Levalido-Perret - Fedération			



Certaines prestations ne sont pas accessibles

71	1. Accès au 1er étage	
16	Ce service sera accessible le : Dispositif de compensation : visite virtuell disponible sur www.museevictorhugo.fr	le_
4	Ce service ne sera pas accessible (voir l'autorisation)	X
Contract of the second	Une aide peut être disponible à la demande ou sur réservation : aui inon	
71	2. Accès au Kiosque	
16	Ce service sera accessible le :	. [
-	Ce service ne sera pas accessible (voir l'autorisation)	×
1 To San	Une aide peut être disponible à la demande ou sur réservation :	
71	3.	
16	Ce service sera accessible le :	. 🗆
-	Ce service ne sera pas accessible (voir l'autorisation)	
13th	Une aide peut être disponible à la demande ou sur réservation :	





Rapport d'évaluation en vue de l'obtention du label Tourisme et Handicap



L'établissement

Désignation	Maison Vacquerie - Musée Victor Hugo (DOCID:th341342)
Adresse	76490 Seine-Maritime Normandie
Responsable de l'établissement	CABARET
Filière	Visite
Relai local	Partenaire TH, TH - CHN

<u>L'évaluation</u>

Nom(s) de(s) évaluateur(s)	Morgane THOMAS (CHN) / Laurette ASPE (CHN)
Type d'évaluation	Adhésion
Date de l'évaluation	17/11/2025
Commentaire sur l'évaluation	La Maison Vacquerie - Musée Victor Hugo regroupe l'œuvre et les souvenirs des familles Hugo et Vacquerie. Il s'agit d'une maison avec jardin, sur les quais de Seine, à Villequier (Rives-en-Seine). Le musée possède une entrée par les quais de Seine, ouverte à tous les publics, et accessible directement par les quais ou par le village via ses différents chemins piétons donnant sur les quais. Le musée recense 2 places de stationnement PMR communales dans le village, dont une située au plus près de l'entrée, derrière le musée. Depuis celle-ci, la signalétique est très présente et indique au fur et à mesure le chemin pour se rendre à l'entrée du site : un chemin accessible aux PMR est d'ailleurs précisément indiqué de manière simplifiée.

Rapport d'évaluation - Maison Vacquerie - Musée Victor Hugo (DOCID:th341342)

Date de création : 17/11/2025 Date de modification : 17/11/2025





Une fois sur les quais, en face du site, une grande grille présente le nom du site et un affichage complet des informations : pictogrammes, horaires, tarifs : le tout en version simplifiée. Pour se rendre dans le musée : une allée large, contrastée et équipée d'une bande de guidage amène jusqu'à l'entrée, et passe par les sanitaires, situés à l'extérieur du bâtiment principal. Le tout est jonché de signalétiques adaptées. Les sanitaires : signalés, entrée par le bloc qui dessert 2 WC dont 1 PMR, contrastes respectés, aire de rotation et espace d'usage, cuvette et barre d'appui aux normes, lave-main, sèchemain et patères, flash lumineux.

L'entrée du musée est signalée, on y retrouve les pictogrammes, les horaires, les tarifs.

La zone d'accueil : dès l'entrée le visiteur fait face au comptoir. La zone d'accueil est aussi un espace boutique et présente de manière visible les documents d'aides à la visite, spontanément proposés aux visiteurs.

La visite commence directement sur la gauche : un parcours de 2 pièces au rdc, dans lequel les déplacements sont fluides. La suite de la visite se poursuit aux étages : escaliers équipés d'au moins une main courante préhensible, signalétique tout au long du parcours, déplacements fluides et sans obstacle. Les pièces se suivent et laissent place à l'exposition permanente, ainsi qu'aux œuvres de l'exposition temporaire traitant de l'histoire de Léopoldine, fille de Victor Hugo au destin tragique.

Les outils d'aide à la visite sont nombreux : document grands caractères, FALC, plan simplifié,

Des documents d'aide à la visite en grands caractères et en FALC sont proposés pour l'exposition temporaire autant que pour l'exposition permanente. Une tablette avec visite 3D est proposée en compensation pour les personnes ne pouvant accéder à l'étage.

Rapport d'évaluation - Maison Vacquerie - Musée Victor Hugo (DOCID:th341342)

Date de création : 17/11/2025 Date de modification : 17/11/2025

Compte-rendu de l'évaluation

Rapport de visite

Avis favorable à l'obtention du Label Tourisme & Handicap pour les 4 handicaps.

Points forts

Équipe sensibilisée, motivée et engagée. 1 personne référente accessibilité, 2 médiateurs formés à l'accueil des personnes en situation de handicap, une formation générale des employés du site est prévue.

Site départemental, faisant l'objet d'un suivi fréquent sur l'accessibilité. Des documents d'aide à la visite en grands caractères et en FALC sont proposés pour l'exposition temporaire autant que pour l'exposition permanente. Une tablette avec visite 3D est proposée en compensation pour les personnes ne pouvant accéder à l'étage. Un Registre Public d'Accessibilité très complet, mis à jour régulièrement à la fois à l'accueil et sur le site web dans sa version dématérialisée.

Un gros travail effectué sur l'accessibilité numérique et la communication : rubrique accessibilité très riche et à jour sur le site web. Le site web du département possède également un lien vers les sites départementaux labellisés T&H et renverra sur cette rubrique pour le musée. Les informations sont des plus complètes sur le site web et sur les documents d'aide à la visite. Un gros travail sur la signalétique : signalétique homogène et présente sur tout le site, répondant aux normes de contrastes, de compréhension et de lisibilité.

Points d'amélioration

Point non accessible du site : le kiosque, faisant l'objet d'une dérogation.

Rapport d'évaluation - Maison Vacquerie - Musée Victor Hugo (DOCID:th341342) Date de création : 17/11/2025

Date de creation : 17/11/2025 Date de modification : 17/11/2025

Evaluation Label Tourisme & Handicap

Maison Vacquerie - Musée Victor Hugo

(DOCID:th341342)

Filière: Visite

Date de l'évaluation: 17/11/2025

Taux de conformité



Taux de confort d'usage par séquence détaillée

	AUDITIF	MENTAL	MOTEUR	VISUEL
CHAPITRE 1 - SIGNALISATION & CHEMINEMENTS & ECLAIRAGE	100	100	100	100
CHAPITRE 2 - ACCUEIL, SERVICES & INFORMATION DU PUBLIC	100	100	100	100
CHAPITRE 3 - SANITAIRES COLLECTIFS		100	100	100
CHAPITRE 4 - ORGANISATION VISITES	100	100	100	100
PREVENTION ACCESSIBILITE	100	100	100	100
— INFORMATIONS ACCESSIBILITE	100	100	100	100

Rapport d'évaluation - Maison Vacquerie - Musée Victor Hugo (DOCID:th341342)

Date de création : 17/11/2025 Date de modification : 17/11/2025

EVALUATION COMPLETE

CHAPITRE 1 - SIGNALISATION & CHEMINEMENTS & ECLAIRAGE

Stationnement privé de l'établissement

1 - CRITERE OBLIGATOIRE . Existence de place de stationnement repérable et située au plus près de l'accueil, matérialisée au sol e signalée	ŧ
□ Oui □ Non ∨ Non concerné	
SistationnementpubliccocherNonconcerné.Handicap(s): MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE	
2 - CRITERE OBLIGATOIRE . Place de stationnement suffisamment large et sans dévers important	
☐ Oui ☐ Non ✓ Non concerné Largeurminimumde 3,30 m. Lesplacessituéesenépi ou en bataille doivent comporter une surlongueur de 1,20 m matérialisée au sol. Dévers inférieur ou égal à 2 %. Si	
stationnement public cocher Non concerné. Handicap(s): MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE	
Stationnement public	
3 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Stationnement adapté à proximité si l'établissement ne dispose pas de parking privatif	
V Qui □ Non □ Non concerné Parking autre à préciserant le distance de mètre insculà l'entrée du site Ci stationnement privé cocher Non concerné Handisan(c) : MENTAL MOTEUR	
Parking autre à précisersur le siteinterneten indiquant la distance en mètre jusqu'à l'entrée du site. Si stationnement privé cocher Non concerné . Handicap(s) : MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1 - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1 Handicap(s) : MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1	
2 places PMR identifiées à proximité, dont une au plus proche avec signalétique jusqu'à l'entrée du musée. + possibilité de dépose minu sur le devant du musée (côté quai).	ite
Signalétique de l'établissement	
4 - CRITERE OBLIGATOIRE . Signalétique directionnelle, d'information et de localisation facilement repérable sur l'ensemble des supports	
∨ Oui □ Non	
Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE	
5 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Signalétique homogène sur tout le site	
 ✓ Qui Non Attention à ce que lemême pictogramme soit présent sur l'ensemble de la signalétique directionnelle et la signalétique de localisation Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - 	
VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 2 Handicap(s) : AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 2	
6 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Signalétique texte/image Informations concises, faciles à lire et à comprendre	
√ Oui □ Non	
Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 2 Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 2	
7 - CRITERE OBLIGATOIRE . Signalétique avec des caractères lisibles	
√ Oui □ Non	
Caractères dontla hauteur est fonction de la distance de lecture, taille des caractères supérieure à 1,5cm. Utiliser une police de type bâton, sans sérif et de caractères type «Arial», «Helvética» etcpar exemple. Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE	
8 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Signalétique de couleurs contrastées par rapport au support et à son environnement	
√ Oui □ Non	
Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL. CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 2 Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL. CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 2	

Rapport d'évaluation - Maison Vacquerie - Musée Victor Hugo (DOCID:th341342) Date de création : 17/11/2025

Date de creation : 17/11/2025

Cheminements extérieurs et intérieurs de l'établissement

9 - CRITERE OBLIGATOIRE . Cheminement suffisament large
✓ Oui ☐ Non Largeurdu cheminement de 1,20 m pouvant être ramenée sur une faible longueur à 0,90 m lorsqu'un rétrécissement ne peut être évité pour le bâti existant. Pour le bâti neuf largeur de 1,40m avec rétrécissement à 1,20m. Handicap(s): MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE
10 - CRITERE OBLIGATOIRE . Cheminement détectable par une canne blanche/au pied ou visuellement repérable
√ Oui □ Non
Cheminement du parking à l'entrée du bâtiment detectable à l'aide d'une bande de guidage au sol ou reperable par un changement de couleurs menant à un guichet ou une réception situé à plus de 5 m de l'entrée accessible et de biais. Cheminements interieurs concernés également. Handicap(s) : VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s) : VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE CRITERE OBLIGATOIRE
11 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Sol non glissant
√ Oui □ Non
Handicap(s): MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1 Handicap(s): MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1
12 - CRITERE OBLIGATOIRE . Sol lisse, cheminement de plain-pied, non meuble, sans obstacle
√ Oui □ Non
Handicap(s): MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE
13 - CRITERE OBLIGATOIRE . Tolérance de pente respectée
Oui Non V Non concerné Encas de dénivellation ne pouvantêtre évitée,tolérance si : le pourcentage de pente est inférieure ou égale à 5 % maximum. Si présence d'un palier de repos (tous les 10 m si pente
pente supérieure à 4 %) d'une longueur minimale de 1,40 m en haut et en bas de chaque section en pente. Si la pente est supérieure à 5 % alors tolérance de pente jusqu'à 10 %
pour une longueur maximale de 0,50 m. Ou tolérance de pente jusqu'à 8 % pour une longueur maximale de 2 m. A l'intérieur des bâtiments existants, le pourcentage de pente doit être inférieur ou égal à 6 %. Les valeurs des pentes tolérées exceptionnellement sont de 10 % sur une longueur maximale de 2m et de 12 % sur une longueur maximale de 0,50 m. Lorsqu'un dévers est nécessaire, il doit être inférieur ou égal à 2 %. Handicap(s) : MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s) : MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE
14 - CRITERE OBLIGATOIRE . Rupture de niveau maîtrisée
Oui Non V Non concerné Exigence d'un garde-corps préhensible(ou maincourante) en présence de toute rupture de niveau (ponctuelle) de plus 0,40 m sur l'ensemble du cheminement. Exigence d'un
chasse-roue en l'absence de garde-corps, sur toute pente et quelle que soit la hauteur de la rupture de niveau, dès lors qu'il existe un espace horizontal de plus de 2 cm entre le bord de la pente et le garde-corps.MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIREMENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE
15 - CRITERE OBLIGATOIRE . Cheminement bien délimité, visible et contrasté
 ✓ Oui □ Non Délimitation viaunchangement de texture et des couleurs différenciées. Handicap(s): VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE
16 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Cheminement sans ressaut
√ Oui □ Non □ Non concerné
Unpetitressaut (inférieur ou égal à 2cmde hauteur comportant un bord arrondi ou être munis de chanfreins) au commencement du plan incliné sur la partie haute mériterait d'être signalé par un contraste de couleurs et d'être neutralisé par le bon positionnement du dispositif de protection.La hauteur maximale peut être portée à 4 cm si le ressaut comporte sur toute sa hauteur une pente ne dépassant pas 33 %. Handicap(s) : MOTEUR . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1 Handicap(s) : MOTEUR . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1
17 - CRITERE OBLIGATOIRE . Taille de la grille d'évacuation
☐ Oui ☐ Non ✓ Non concerné Taillemaximaledesfentes des grillesde2cm.Eviter les paillassons alvéolés. Handicap(s): MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE
18 - CRITERE OBLIGATOIRE . Obstacles à hauteur de visage signalisés et neutralisés
□ Oui □ Non ∨ Non concerné Obstacles devantêtresignalés et neutralisés comme les obstacles situés à moins de 2,20 m du sol, les obstacles latéraux en saillie à partir de 0,15 m ou encore les volumes vides sous
les escaliers. Handicap(s): VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE
19 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Zones de repos régulières ou proches des dispositifs multimedias avec sieges
✓ Oui □ Non
Hauteur d'assise dessièges comprise entre 0,45 m et 0,50 m ou appuis ischiatiques (assis/debout de 0,70m) facilement repérables Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR -

Eclairage

20 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Eclairage par minuterie et/ou par détection de présence	
✓ Oui □ Non □ Non concerné Untemps minimal poureffectuerletrajetdoit êtreprogrammé. Tolérance si présence d'une diminution progressive de l'éclairage. Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1 Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1	
21 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Qualité de l'eclairage artificiel ou naturel au sein des circulations intérieures et extérieures	
√ Oui □ Non □ Non concerné L'ensemble du cheminement esttraitésanscréerde gêne visuelle et éviter tout éblouissement.MENTAL - VISUEL , CRITERE CONFORT D'USAGE1MENTAL - VISUEL , CRITERE CONFORT D'USAGE1	
Escaliers extérieurs et intérieurs (et marches isolées)	
22 - CRITERE OBLIGATOIRE . Escaliers hélicoïdaux avec des marches régulières (girons et contre marches)	
✓ Oui □ Non □ Non concerné Girondes marchesdes escaliershélicoïdauxavec un appui complet du pied du côté le plus large (profondeur minimale d'un giron de 0,28 m mesurée à 0,50 m du mur extérieur). Si pas d'escaliers cocher Non concerné. Handicap(s): MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE	
23 - CRITERE OBLIGATOIRE . Présence d'une main courante à l'intérieur et/ou à l'extérieur à partir de 3 marches, continue, facileme préhensible et de couleur contrastée	ent
✓ Oui □ Non □ Non concerné Maincourante débutantavant lapremière marche et finissant au-delà de la dernière marche en respectant la distance d'au moins un giron avant et un giron après. La hauteur de la main courante est comprise entre 0,80 m et 1,00 m. Si pas d'escaliers cocher Non concerné. Handicap(s): MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE	
24 - CRITERE OBLIGATOIRE . Première et dernière contremarche de couleur contrastée	
✓ Oui □ Non □ Non concerné Sipasd'escalierscocherNon concerné.Handicap(s): VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE	
25 - CRITERE OBLIGATOIRE . Nez de marche contrasté	
✓ Oui ☐ Non ☐ Non concerné Suraumoins 3 cmenhorizontaletnonglissants. Sipas d'escaliers cocher Non concerné. Handicap(s): VISUEL. CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): VISUEL. CRITERE OBLIGATOIRE	
26 - CRITERE OBLIGATOIRE . Escaliers et marches isolées signalés par une bande d'éveil à la vigilance présente à chaque pallier	
√ Oui □ Non □ Non concerné Contrastée et enrelief positif, placée à0,50men amont du nez de la marche dans le sens de la descente. Cette distance peut être réduite à un giron de la marche de l'escalier. Si pas d'escaliers cocher Non concerné. Handicap(s): VISUEL. CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): VISUEL. CRITERE OBLIGATOIRE	
Accès et portes	
27 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Espace de manœuvre de porte	
✓ Oui □ Non □ Non concerné Espaceprévu devantla porte de minimum 1,70mde long si la porte est poussée et de 2,20 m si elle est tirée. Handicap(s): MOTEUR. CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 1 Handicap(s): MOTEUR. CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 1	
28 - CRITERE OBLIGATOIRE . Passage utile des portes	
✓ Oui □ Non Minimum de 0,77mpour un bâtiment ancien et 0,83m pour un bâtiment neuf (depuis 2007). Handicap(s): MOTEUR. CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): MOTEUR. CRITERE OBLIGATOIRE	
29 - CRITERE OBLIGATOIRE . Portes vitrées avec éléments de repérage intérieurs et extérieurs	
✓ Oui □ Non □ Non concerné Situésà 1,10 m età 1,60m et visiblesde jourcomme de nuit, de l'interieur comme de l'exterieur. Une porte est considérée vitrée quand vitre sup/égal à 75%. Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE	
30 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Ouverture des portes	
✓ Oui □ Non Ouverture à 90° avec une zone d'usage (0,80 m x 1,30 m) et poignées facilement préhensibles. Si porte automatique, vérifier la durée d'ouverture acceptable. Poignée située à une	

Rapport d'évaluation - Maison Vacquerie - Musée Victor Hugo (DOCID:th341342) Date de création : 17/11/2025

Date de modification : 17/11/2025

31 - CRITERE OBLIGATOIRE . Existence d'une porte à battants, coulissante ou automatique, dûment signalée sans oublier un SAS eventuel
□ Oui □ Non ∨ Non concerné Lesportes d'entréeà tambour ou à tourniquet sont à proscrire. Elles ne peuvent être acceptées dans les bâtiments anciens (avant 2007) que si elles sont doublées par une porte à battants, coulissante ou automatique, dûment signalée. Attention à l'ouverture des portes dans un SAS : besoin d'une distance d'un fauteuil entre les deux portes. Non concerné possible si pas de sas. Handicap(s) : MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE
32 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Système d'ouverture des portes facile par clés ou par cartes avec repères
 ✓ Oui ☐ Non Ouverture par code non admis. Les systèmes d'ouverture admis sont : les clés (avec repères de type code couleur ou pictogramme ou images), les cartes avec un repère (flèche,
angle coupé, trou,) marquant le sens de l'introduction de la carte dans le capteur. Handicap(s) : AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 2 Handicap(s) : AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 2
HAPITRE 2 - ACCUEIL, SERVICES & INFORMATION DU PUBLIC
ispositifs d'appel (digicodes, boutons d'appels)
33 - CRITERE OBLIGATOIRE . Dispositifs d'appel à la bonne hauteur et libres de tout obstacle, repérables, simples d'utilisation et facilement compréhensibles
□ Oui □ Non ∨ Non concerné Comprise entre0,90 m et 1,30 m du sol.Boutons identifiables tactilement par un marquage en braille ou par un contraste de matériaux. Boutons identifiables visuellement par un contraste de couleur et/ou en gros caractères. Le digicode émet un signal sonore à chaque action. Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE
ersonnel d'accueil, sensibilisation handicaps
34 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Référent accessibilité parmi le personnel ayant reçu une formation spécifique sur le champ du nandicap et de la réglementation
 ✓ Oui □ Non Fournir l'attestation deformation justifiant la compétence du référent. Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 2 Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 2
Mme Sofia Schmidt - attestation vérifiée dans RPA
35 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Collaborateurs sensibilisés notamment en charge de l'accueil, de la surveillance, de la maintenance aux spécificités des besoins des personnes en situation de handicap
V Oui □ Non Fournirl'attestation desensibilisation sur l'honneur. Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 2 Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 2
36 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Formation pour toute personne en charge de la médiation
V Oui ☐ Non Fournirl'attestation deformation ou attestation sur l'honneur Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 2 Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 2
3 médiateurs formés - attestations vérifiées dans RPA
37 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Port d'un badge obligatoire indiquant sa compétence pour le collaborateur pratiquant la langue des signes française Oui Non Non concerné Nonconcerné sipasdepersonnelpratiquantial.SF. Handicap(s): AUDITIF . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 2 Handicap(s) : AUDITIF . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 2
38 - CRITERE OBLIGATOIRE . Accueil obligatoire des chiens d'accompagnement sans surcoût
 ✓ Oui □ Non Handicap(s): MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE

Zone d'accueil

39 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Guichet d'accueil facilement repérable et proche de l'entrée

Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1 Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1

Rapport d'évaluation - Maison Vacquerie - Musée Victor Hugo (DOCID:th341342) Date de création : 17/11/2025

Date de modification: 17/11/2025

40 - CRITER	E OBLIGATOIRE . Guichet d'accueil accessible, abaissé et pas encombré
√ Oui	□ Non
Hsupérieure	= 0,8m / Hinférieure = 0,7 m / P = 0,3 m / Larg = 0,6 m. Handicap(s): MOTEUR. CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): MOTEUR. CRITERE OBLIGATOIRE
	E OBLIGATOIRE . Système d'aide à l'audition : transmission son et amplification (boucle à induction magnétique, système à e ou haute fréquence,)
√ Oui Enfonctionne	□ Non mentpermanent avec la formation des collaborateurs pour un bon usage avec le logo (oreille barrée avec le T est en bonne place et visible). Handicap(s) : AUDITIF .
	IGATOIRE Handicap(s): AUDITIF. CRITERE OBLIGATOIRE
42 - CRITER	E CONFORT D'USAGE . Guichet d'accueil bien éclairé
√ Oui	□ Non
	AUDITIF - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 2 Handicap(s) : AUDITIF - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 2
Informa	tion
43 - CRITER	E CONFORT D'USAGE . Affichage du logo de la marque avec les pictogrammes obtenus
🗆 Oui	□ Non ∨ Non concerné
	urtous lessupportsdecommunication. Uniquement valable pour les renouvellements et les évolutions. Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE JSAGE. Coef : 1 Handicap(s) : AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1
44 - CRITER	E CONFORT D'USAGE . Affichage des informations générales et des outils à dispositions sur le lieu et sur le site internet
√ Oui	□ Non
boutique, les	générales, accès, parkings, parcours adaptés, modalités de réservation, horaires conseillés, outils mis à disposition, outils de médiation, activités adaptées, coin moyens de paiement en cas de vente de prestations, etc. Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL. CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 2 Handicap(s): NTAL - MOTEUR - VISUEL. CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 2
45 - CRITER	E CONFORT D'USAGE . Accueil téléphonique
√ Oui	□ Non □ Non concerné
	générales, accès, parkings,parcoursadaptés, modalités de réservation, horaires conseillés, outils mis à disposition, outils de médiation, activités adaptées, politiques landicap(s) : AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1 Handicap(s) : AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT ef : 1
Au musée	+ service réservation des sites et musées (en semaine)
46 - CRITER	E CONFORT D'USAGE . A l'accueil, plan fixe ou mobile (dépliant)
√ Oui	□ Non
Indication du	oudes parcours adaptés avec les services (toilettes), indiquant également tout élement pouvant altérer la visite Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . IFORT D'USAGE. Coef: 1 Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 1
47 - CRITER	E CONFORT D'USAGE . Affichage à l'accueil des outils disponibles
√ Oui	□ Non
	existence d'audioguides, maquettes, bornes, loupes, sieges, cannes, fauteuils. Handicap(s) : AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. licap(s) : AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1
48 - CRITER	E CONFORT D'USAGE . Quota de fauteuils mis à disposition
√ Oui	□ Non
	ir établissement de 5ème catégorie, deux pour 4ème catégorie, 3 pour 3eme catégorie, 4 pour 2ème catégorie, 5 pour 1ere catégorie. Handicap(s) : MOTEUR . CRITERE JSAGE. Coef : 1 Handicap(s) : MOTEUR . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1
1 fauteuil	+ 20 aine de sièges cannes
Disposit	rifs de paiement et de reservation
49 - CRITER	E CONFORT D'USAGE . Cheminement du dispositif de paiement extérieur (borne automatique ou caisse) accessible
□ Oui	□ Non ∨ Non concerné
	at d'unelargeur minimale de0,90 m respectant l'espace d'usage nécessaire. Lorsqu'il n'existe qu'une seule caisse de paiement, celle-ci doit être accessible aux andicapées. Handicap(s): MOTEUR . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1
50 - CRITER	E CONFORT D'USAGE . Dimension du dispositif de paiement extérieur (borne automatique ou caisse)
☐ Oui	□ Non V Non concerné
•	nent d'une hauteurmaximalede0,80 m et vide en partie inférieure de l'espace de paiement d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70m d'hauteur cap(s) : MOTEUR . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1

51 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Dispositif de paiement extérieur (borne automatique) équipé d'une boucle magnétique
☐ Oui ☐ Non ✓ Non concerné Handicap(s): AUDITIF . CRITERECONFORTD'USAGE. Coef : 1 Handicap(s): AUDITIF . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1
52 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Etablissement doté de son propre système de réservation en ligne
V Oui □ Non □ Non concerné Nonconcerné sipas desystèmederéservation surle site internet. Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 2 Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 2
53 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Possibilité d'effectuer la réservation par mail et/ou SMS
✓ Oui □ Non Numéro de téléphoneet adresse mail trouvables sur le site internet. Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL. CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 1 Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL. CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 1
mail
scenseurs et appareils élévateurs
54 - CRITERE OBLIGATOIRE . Dimensions minimales des cabines
☐ Oui ☐ Non ✓ Non concerné Lacabine doit avoirune dimensionminimalede1,10m x 1,30m. Non concerné possible si pas d'ascenseurs et/ ou appareils élévateurs Handicap(s): MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE
55 - CRITERE OBLIGATOIRE . Boutons tactilement et visuellement identifiables
☐ Qui ☐ Non ✓ Non concerné Tactilement : marquageen brailleoupar uncontraste de matériaux en relief positif / visuellement : contraste de couleur et/ou en gros caractères. Non concerné possible si pas d'ascenseurs et/ ou appareils élévateurs Handicap(s) : VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s) : VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE
56 - CRITERE OBLIGATOIRE . Annonce sonore de l'étage
□ Oui □ Non ✓ Non concerné Sipasd'ascenseurscocher Nonconcerné.Handicap(s) : MENTAL - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s) : MENTAL - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE
57 - CRITERE OBLIGATOIRE . Système de voyant lumineux indiquant la prise en compte de l'appel et annonce visuelle de l'étage
□ Oui □ Non ✓ Non concerné Nonconcerné possiblesi pas d'ascenseurset/ouappareils élévateurs Handicap(s) : AUDITIF . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s) : AUDITIF . CRITERE OBLIGATOIRE
58 - CRITERE OBLIGATOIRE . Appareil élévateur en libre-service, avec une notice d'utilisation indiquant le poids de charge
☐ Oui ☐ Non ✓ Non concerné Nonconcerné possiblesi pas d'ascenseurset/ouappareils élévateurs Handicap(s) : MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s) : MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE
CHAPITRE 3 - SANITAIRES COLLECTIFS
Généralités sanitaires
59 - CRITERE OBLIGATOIRE . Porte d'accès à un sanitaire adapté signalée par le pictogramme correspondant
 ✓ Oui □ Non □ Non concerné Logohandicap moteur. Non concerné possible sous reserve que la durée de visite ne dépasse pas 1h et que des toilettes publics soit proches et indiqués. Handicap(s): MOTEUR. CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): MOTEUR. CRITERE OBLIGATOIRE
60 - CRITERE OBLIGATOIRE . Espace d'usage et espace de manœuvre rotative suffisamment large
V Qui □ Non □ Non concerné Diametre de 1,50m minimum à l'intérieur,ou à défaut en extérieur devant la porte hors debattement de porte et de tout obstacle en laissant un espace d'usage de 0,80 m x 1,30 m à côté du lavabos/lave main. Non concerné possible sous reserve que la durée de visite ne dépasse pas 1h et que des toilettes publics soit proches et indiqués. Handicap(s) : MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE
61 - CRITERE OBLIGATOIRE . Dispositif de fermeture/barre latérale si la porte est tirée
V Oui □ Non □ Non concerné Hauteurdu dispositifpour fermerla portecomprisentre 0.70 m et 1,05 m. Non concerné possible sous reserve que la durée de visite ne dépasse pas 1h et que des toilettes publics soit proches et indiqués. Handicap(s): MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE

62 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Patère, distributeur de savon, dispositif de sèche-mains et porte serviette	
√ Oui □ Non □ Non concerné Tous leséléments doivent être placés entre0,90m et 1,30 m du sol et de couleur contrastée. L'ensemble des éléments doit etre validé, sinon non conforme. Non concerné possible	
sous reserve que la durée de visite ne dépasse pas 1h et que des toilettes publics soit proches et indiqués. Handicap(s): MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1 Handicap(s): MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1	
63 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Robinetterie ergonomique (à levier ou à détection) dont la température de l'eau est contrôlée à la production ou par robinet thermostatique avec affichage	
V Oui □ Non □ Non concerné Robinetterie facileà manœuvrer et simple d'utilisation avec indication du côté eau chaude et eau froide par un point rouge et un point bleu. Non concerné possible sous reserve que la durée de visite ne dépasse pas 1h et que des toilettes publics soit proches et indiqués. Handicap(s): MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1 Handicap(s): MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef : 1	
64 - CRITERE OBLIGATOIRE . Accès au lavabo ou au lave-mains facilité avec espace d'usage	
V Oui □ Non □ Non concerné Espace d'usage de 0,80m x 1,30m. Dimension dulavabo/lave-main : Lageur 0,60 m, hauteur 0,70 m, profondeur 0,30 m, hauteur supérieure de la vasque 0,85 m max. Non concerné possible sous reserve que la durée de visite ne dépasse pas 1h et que des toilettes publics soit proches et indiqués. Handicap(s) : MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE	
65 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Partie basse des miroirs des lavabos	
V Oui □ Non □ Non concerné Situéeentre 0,90 m et1,05 m. Adéfaut lemiroirdoit être incliné de telle sorte qu'il permette une vision en position assise. Non concerné possible sous reserve que la durée de visite ne dépasse pas 1h et que des toilettes publics soit proches et indiqués. Handicap(s): MOTEUR . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 1 Handicap(s): MOTEUR . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 1	
anitaires	
66 - CRITERE OBLIGATOIRE . Espace d'usage et espace de manœuvre rotative suffisamment large	
 ✓ Oui □ Non □ Non concerné Diametre de 1,50mminimum àl'intérieur, ou à défaut en extérieur devant la porte hors debattement de porte et de tout obstacle en laissant un espace d'usage de 0,80 m x 1,30 m à a côté du toilette. Non concerné possible sous reserve que la durée de visite ne dépasse pas 1h et que des toilettes publiques soit proches et indiqués. Handicap(s): MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE 	
67 - CRITERE OBLIGATOIRE . Dispositif de fermeture/barre latérale si la porte est tirée	
√ Oui □ Non □ Non concerné Hauteurdu dispositif pour fermer la portecomprisentre 0,70 m et 1,05 m. Non concerné possible sous reserve que la durée de visite ne dépasse pas 1h et que des toilettes publiques soit proches et indiqués. Handicap(s) : MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s) : MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE	
68 - CRITERE OBLIGATOIRE . Barre d'appui fixée horizontalement prolongée avec partie oblique	
V Oui □ Non □ Non concerné Correctement placée et et dont lahauteurest comprise entre 0,70 m et 0,80 m, à une distance ne pouvant excéder 0,45 m du milieu de la cuvette. Particularité de la barre relevable du bon côté acceptée. Non concerné possible sous reserve que la durée de visite ne dépasse pas 1h et que des toilettes Handicap(s) : MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s) : MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE	
69 - CRITERE OBLIGATOIRE . Hauteur de la cuvette (abattant inclus) et distance du mur	
V Oui □ Non □ Non concerné Hauteurentre 0,45m et 0,50 m. Les rehausseurs ne sont pas admis. Mesure entre le centre de la cuvette et le mur arrière de 0,50 m minimum. Non concerné possible sous reserve que la durée de visite ne dépasse pas 1h et que des toilettes publiques soit proches et indiqués. Handicap(s) : MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s) : MOTEUR . CRITERE OBLIGATOIRE	
70 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Système d'ouverture et de fermeture des sanitaires simple, facile d'utilisation et contrastée	
V Oui □ Non □ Non concerné Dispositif de fermeture/barre latérale. Hauteur du dispositif pour fermer la porte comprise entre 0.70 m et 1,05 m. Non concerné possible sous reserve que la durée de visite ne dépass pas 1h et que des toilettes publiques soit proches et indiqués. Handicap(s): MENTAL - MOTEUR.VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 2 Handicap(s): MENTAL - MOTEUR.VISUEL CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 2	
71 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Abattants et lunettes des cuvettes des toilettes doivent être de couleur contrastée par rapport à le environnement	eur
 ✓ Oui □ Non □ Non concerné Nonconcerné possiblesous reserveque ladurée de visite ne dépasse pas 1h et que des toilettes publiques soit proches et indiqués. Handicap(s): VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 2 Handicap(s): VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 2 	
72 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Distributeur de papier toilette préhensible	
✓ Oui □ Non □ Non concerné Aucune contorsion pourutilisation dudistributeurde papier. Non concerné possible sous reserve que la durée de visite ne dépasse pas 1h et que des toilettes publiques soit proches et indiqués. Handicap(s): MOTEUR. CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 2	

73 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Hauteur de poubelle √ Oui □ Non □ Non concerné Hauteur minimumde 0,40 m. Ouvertureàpédalenon acceptée. Non concerné possible sous reserve que la durée de visite ne dépasse pas 1h et que des toilettes publiques soit proches et indiqués. Handicap(s); MOTEUR. CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 2 Handicap(s); MOTEUR. CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 2 CHAPITRE 4 - ORGANISATION VISITES MEDIATION HUMAINE 74 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Mediation permanente pour visiteurs individuels □ Oui □ Non ∨ Non concerné Aveccontenus adaptés. Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL. CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 1 Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL. CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 1 uniquement visites sur réservation **DOCUMENTS** 75 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Si documents mis à disposition ou téléchargeables sur le site internet ☐ Non □ Non concerné √ Oui Rédaction en grands caractères, Enversion FALCou en facile à comprendre avec grands caractères, illustrés et braille. Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 1 Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 1 Livret de visite grands caractères, livret de visite FALC, visite 3D, plan du site intérieur, plan du site extérieur, plan du site accès depuis place de stationnement. 76 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Si documents remis aux visiteurs Non concerné Redaction en grands caractères, enversion facileà lire et à comprendre, illustrés et braille. Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 1 Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 1 Livret de visite grands caractères, livret de visite FALC, visite 3D, plan du site intérieur, plan du site extérieur, plan du site accès depuis place de stationnement. + visite compensatoire tablette pour personnes ne pouvant accéder aux étages. PREVENTION Sécurité 77 - CRITERE OBLIGATOIRE . Affichage des consignes de sécurité en gros caractères, accompagnés de symboles √ Oui ☐ Non Verification de l'affichage des numéros d'urgence (112, 18, 15) et notamment le 114 pour le handicap auditif. Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . CRITERE OBLIGATOIRE 78 - CRITERE CONFORT D'USAGE . Présence de dispositifs de protection autour des lieux dangereux (proximité de route, de points d'eau,) Oui ☐ Non □ Non concerné Barrières de plus de1m, haies densesde plusde0,50 m ou clôture système permettant l'éveil de la vigilance des piétons. Handicap(s): MENTAL - VISUEL . CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 1 Handicap(s): MENTAL - VISUEL. CRITERE CONFORT D'USAGE. Coef: 1 79 - CRITERE OBLIGATOIRE. Présence d'une alarme incendie perceptible fixe (flash lumineux) ou mobile (réveil vibrant, bracelet, etc) et logo handicap auditif dans les endroits où la personne se retrouve seule (sanitaires) Handicap(s): AUDITIF. CRITERE OBLIGATOIRE Handicap(s): AUDITIF. CRITERE OBLIGATOIRE

Rapport d'évaluation - Maison Vacquerie - Musée Victor Hugo (DOCID:th341342)

Date de création : 17/11/2025 Date de modification : 17/11/2025

INFORMATIONS ACCESSIBILITE

Informations accessibilité

80 - CRITERE OBLIGATOIRE. L'établissement informe les clientèles sur son accessibilité effective en précisant notamment si son établissement a fait l'objet d'une dérogation concernant le handicap moteur (sur le site internet a minima)	
√ Oui □ Non □ Non concerné	
Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL. CRITERE OBLIGATOIRE. Contrôle documentaire. Rattrapable. Coef 9.	
dérogation concernant l'accès au kiosque, à l'extérieur (site classé), information sur la non accessibilité aux étages pour les personnes situation de handicap moteur + compensation visite 3D sur tablette à l'accueil.	en
81 - CRITERE OBLIGATOIRE. Le professionnel a rempli son registre public d'accessibilité et le tient à dispostion de sa clientèle	
 ✓ Oui □ Non □ Non concerné Retrouvez le lien surwww.atout-france.fr/fr/tourisme-et-handicap. CRITERE OBLIGATOIRE. Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL . Contrôle documentaire. Rattrapable. Coef 3. 	
à jour sur site et sur site web, rubrique Accessibilité.	
82 - CRITERE OBLIGATOIRE.Le professionnel a renseigné sa fiche sur Acceslibre	
√ Oui □ Non	
https://acceslibre.beta.gouv.fr/ CRITERE OBLIGATOIRE. Handicap(s): AUDITIF - MENTAL - MOTEUR - VISUEL. Contrôle documentaire. Rattrapable. Coef 3.	
Oui, active au 17/11/25	
83 - CRITERE CONFORT D'USAGE. BONUS - Le site du prestataire est conforme aux principes du RGAA	
☐ Oui V Non concerné Critèreset tests - Référentielgénéral d'amélioration de l'accessibilité (numerique.gouv.fr). CRITERE CONFORT D'USAGE. Contrôle documentaire. Rattrapable. Coef 3.	
Mise à jour du site prévue courant 2026 pour mise aux normes RGAA (entre autres).	

Rapport d'évaluation - Maison Vacquerie - Musée Victor Hugo (DOCID:th341342) Date de création : 17/11/2025

Date de modification : 17/11/2025





Affaire suivie par: Atout France - tourismeethandicap@atout-france.fr



DECISION DE LABELLISATION TOURISME & HANDICAP

À l'attention de M. Bertrand BELLANGER, représentant l'établissement Maison Vacquerie - Musée Victor Hugo, situé à 76490 RIVES EN SEINE.

Conformément aux dispositions de l'arrêté relatif aux conditions d'attribution et de retrait du label Tourisme & Handicap, Atout France a examiné la demande de labellisation et a décidé de labelliser votre établissement « Tourisme & Handicap » selon la déclinaison suivante :

- Handicap Auditif
- Handicap Mental
- Handicap Moteur
- Handicap Visuel

Cette labellisation est assortie de recommandations suivantes:

Nous vous invitons à préciser sur tous vos supports de communication que le kiosque n'est pas labellisé Tourisme & Handicap.

Nous vous invitons à mettre en œuvre les points d'amélioration ainsi identifiés.

Rappel / Avertissement – Conformément à la réglementation relative au label « Tourisme & Handicap », le non-respect des critères de labellisation comme tout manquement au règlement d'usage de la marque associée au label sont des motifs de résiliation de la labellisation. Il vous appartient par conséquent de veiller au respect par votre établissement de la réglementation du label «





Tourisme & Handicap », en ce inclus notamment le Règlement d'usage de la marque associée.

Le 20/11/25

Philippe MAUD'HUI

Directeur Observation, Qualité et Développement durable





ANNEXE

L'organisme évaluateur a identifié les points d'amélioration suivants, que vous êtes invité(e)(s) à mettre en œuvre :

Point non accessible du site : le kiosque, faisant l'objet d'une dérogation.